
Rapport de stage individuel

4ème année – DAE

**Articulation des dispositifs nationaux et
régionaux d'accompagnement des territoires et
suivi des politiques régionales d'aménagement**



Espace Région Centre-Val de Loire (ERCVL)
3 place Général Leclerc
37000 Tours

Tuteur entreprise :
Michaël CORTOT
Chargé de mission Développement Territorial

Rita Loukili
IUT
2020-2021

Tuteur académique :
Didier BOUTET
Enseignant-chercheur Polytech Tours

Remerciements

Tout d'abord, j'adresse mes plus vifs remerciements à mon maître de stage, Monsieur **Michael CORTOT**, chargé de mission développement territorial au sein de l'Espace Région Centre-Val de Loire à Tours, pour son accueil chaleureux, sa disponibilité et le partage de son expertise au quotidien. Sa connaissance pertinente du territoire et des acteurs locaux m'a permis d'aiguiser mon regard critique sur les différents sujets abordés lors de mes missions.

Mes remerciements également, à mon tuteur académique, Monsieur **Didier BOUTET**, Enseignant-Chercheur à l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, pour son accompagnement et ses conseils tout au long de mon stage.

Je remercie également, toute l'équipe de l'Espace Régional et les agents de la Région avec qui j'ai eu la chance de collaborer durant la période de mon stage. J'aimerais remercier plus particulièrement, Madame **Fabienne PIGNOLET**, Directrice de l'Espace Régional avec qui j'ai beaucoup échangé et travaillé sur les questions d'aménagement du territoire. Grâce à sa bienveillance et sa confiance, j'ai pu m'épanouir totalement dans les missions réalisées.

Ce stage fût pour ma part, une expérience très enrichissante qui m'a permis d'être en immersion totale dans une collectivité territoriale et de comprendre comment se traduisent et se déploient les politiques d'aménagement du territoire de la Région.

Table des matières

Remerciements	2
Table des figures.....	4
Table des abréviations.....	5
Introduction.....	6
1. Présentation de l'Espace Région Centre Val de Loire de Tours	7
1.1 Historique et enjeux de la structure.....	7
1.2 Le périmètre d'activité de l'ERCVL37 : Le territoire de l'Indre-et-Loire	7
1.3 Equipe et organisation de l'Espace Régional de Tours.....	8
1.3.1 Pôle Animation et Développement Territorial	8
1.3.2 Pôle Transport	10
1.3.3 Pôle Lycées	11
2. Mes missions au sein de l'Espace Région Centre Val de Loire	11
2.1 Participation à l'élaboration de deux avis régionaux de Schéma de Cohérence Territorial	11
2.1.1 Contexte et définitions	11
2.1.2 Déroulement de la mission (travail préparatoire).....	12
2.1.3 Elaboration de l'avis régional du SCoT Nord-Ouest de la Touraine	13
2.2. Suivi du dispositif régional : Les Contrat régionaux de Solidarité Territorial.....	15
2.2.1 Contexte et définitions	15
2.2.2 Déroulement de la mission.....	17
2.3 Suivi des dispositifs d'Etat : Contrat de Relance de Transition Ecologique et le programme Petites Villes de Demain.....	19
2.3.1 Contexte et définitions	19
2.3.2 Déroulement de la mission.....	20
2.4 Autres missions en tant que stagiaire à l'Espace Régional	21
2.4.1 Participation au réunion hebdomadaire de la Direction d'Aménagement du Territoire	21
2.4.2 Elaboration d'un rétroplanning pour le pôle aménagement du territoire	23
2.4.3 Rédaction d'une note au Président de la Région pour l'inauguration d'une voie verte	23
4. Retour sur mon expérience au sein de la Région Centre Val de Loire	24
4.1 Compétences et connaissances acquises lors de mes missions.....	24
4.2 Difficultés et regard critique sur les Contrats de relance et de transition écologique	25
4.3 Enrichissements personnels et professionnels	26
4.4 Réflexion sur la place de la Région concernant l'aménagement du territoire aujourd'hui	27
Conclusion	28
Bibliographie.....	29
Annexes	30

Table des figures

Figure 1 : Carte des Etablissement Public de Coopération Intercommunale d'Indre-et-Loire (Source : Direction Départemental des Territoires 37)	7
Figure 2 : Position institutionnelle et relation du chargé de mission développement territorial (Source : fiche de poste chargé de mission développement territorial).....	9
Figure 3 : Logo DEV'UP (Source : cner-france.com)	10
Figure 4 : Logo opération DEFI (Source : Archive interne)	10
Figure 5 : Périmètre SCoT Nord-Ouest de la Touraine (Source : paysloirenature.fr).....	13
Figure 6 : Thématiques abordés dans l'avis régional du SCoT Nord-Ouest de la Touraine (Auteur : Rita Loukili, 2021)	14
Figure 7 : Armature territoriale du projet de SCoT Nord-Ouest de la Touraine (Source : ING.CARTO.ATU).....	14
Figure 8 : Extrait du tableau de suivi CRTE (Auteur : Hélène WREDE et Rita LOUKILI, 2021)	20
Figure 9 : Carte du positionnement des EPCI concernant la compétence Mobilité en Indre-et-Loire (Source : Fond de plan sous licence IGN (GEOFLA) - Conseil Régional Centre-Val de Loire - DTMD - Juillet 2021)	22
Figure 10 : Itinéraire de la voie verte Descartes-Tournon (Source : CC Loches Sud Touraine).....	24

Table des abréviations

AOM : autorité organisatrice de la mobilité

BMP : Bilan mi-parcours

CAP : Contrat d'Appui aux Projets

CC ou com com : Communauté de Communes

CRST : Contrat Régional de Solidarité Territoriale

CRTE : Contrat de Relance et de Transition Ecologique

CPER : Contrat de Plan Etat-Région

CPR : Commission Permanente Régional

COPIL : Comité de Pilotage

DAT : Direction de l'Aménagement du Territoire

DO : Direction Opérationnelle

DOO : Document d'Orientatation et d'Objectif

DDT : Direction Départementale des Territoires

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ERCVL : Espace Région Centre Val de Loire

LOM : Loi d'Orientatation des Mobilités

NOT : Nord-Ouest de la Touraine

NPNRU : Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

OPAH : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

PADD : Plan d'Aménagement Développement Durable

PCAET : Plan Climat Air Energie Territoriaux

PDU : Plan de Déplacements Urbains

PNR : Parc Naturel Régional

PPA : Personnes publics associés

PVD : Petites Villes de Demain

RU : Rénovation Urbaine

SCoT : Schéma de Cohérence Territorial

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

Introduction

Actuellement en 4^e année de cycle ingénieur au sein du Département Aménagement et Environnement de Polytech Tours, j'ai effectué mon stage au sein de l'Espace Région Centre-Val de Loire à Tours et plus précisément, au Pôle Aménagement du Territoire pour une durée de 19 semaines du 19 avril au 27 août.

Mon souhait d'acquérir une expérience au sein d'une collectivité territoriale, m'a amené tout naturellement à solliciter la Région, acteur incontournable dans l'aménagement et le développement des territoires.

Mon accueil au sein de l'Espace Régional de Tours était motivé par un besoin de renfort au sein du Pôle Aménagement du Territoire, composé d'un seul Chargé de mission développement territorial. L'intérêt de ma collaboration était d'appuyer et d'assister mon maître de stage sur un large panel de missions avec un plan de charge assez important.

Le sujet de ce stage était de comprendre la territorialisation et le suivi des politiques régionales d'aménagement. Celui-ci s'est articulé autour de 3 missions initialement identifiées, auxquelles se sont rajoutées d'autres missions, dont les besoins se sont exprimés au cours du stage.

L'une de mes missions principales était de participer à l'élaboration de deux avis régionaux de **Schéma de Cohérence Territoriale** (SCoT). D'autre part, j'ai pu suivre la contractualisation régionale en matière d'aménagement du territoire à travers les **Contrat Régionaux de Solidarité Territoriales** (CRST). Enfin, il m'a été confié de suivre les dispositifs d'Etat avec les **Contrat de Relance et de Transition Ecologique** et le programme **Petites Villes de Demain**.

De façon plus ponctuelle, j'ai pu participer à des réunions organisées par la Direction de l'aménagement du territoire, élaborer un plan de charge et, rédiger une note pour le Président de la Région Centre Val de Loire.

Dans un premier temps, je vous présenterai L'Espace Régional, son organisation et les différents Pôles d'intervention. Puis, dans un second temps, je développerai mes missions réalisées au cours de ce stage. Enfin, je vous ferai part de mon retour d'expérience au sein de la Région Centre Val de Loire (rapport d'étonnement, compétences acquises, enrichissement professionnel, etc.)

1. Présentation de l'Espace Région Centre Val de Loire de Tours

1.1 Historique et enjeux de la structure

En 2002, la Région a décidé de mettre en place des antennes de son siège, appelés « **Espace Région Centre-Val de Loire** » (**ERCVL ou Espace Régional**) dans les cinq Départements de la Région, afin d'être au plus proche des citoyens.

Aujourd'hui, les Espaces Région Centre-Val de Loire se situent à Bourges, Chartres, Châteauroux, Tours et Blois et sont durablement inscrits dans la vie locale. Pour le Loiret, le siège de la Région situé à Orléans permet déjà cette proximité. L'objectif était de territorialiser davantage les politiques régionales, renforcer la proximité avec les acteurs locaux et prendre en compte les spécificités locales (Région Centre Val de Loire, 2019).

Dans un contexte de renforcements successifs de ses compétences (transports, développement économique...), la Région Centre-Val de Loire a consolidé et élargi les missions des espaces régionaux créés en 2002 dans les villes préfectorales. Aussi, depuis la rentrée de septembre 2017, les Espaces Régionaux ont été installés dans de nouveaux locaux avec des équipes pluridisciplinaires organisées autour de pôles de compétences et un directeur en charge de son animation.

L'Espace Régional joue le rôle d'interface et simplifie les relations entre les partenaires locaux et le siège de la Région situé à Orléans. Cette position particulière permet de produire une offre de service diversifiée et évolutive en fonction des spécificités locales par l'écoute des besoins et la mise en œuvre des projets territoriaux. L'équipe pluridisciplinaire de l'Espace Régional est au service des territoires et des usagers. Il s'agit d'un lieu d'accueil, d'information et de rencontres permettant l'organisation de manifestations régionales déconcentrées ouvertes aux citoyens, aux élus et professionnels du territoire.

1.2 Le périmètre d'activité de l'ERCVL37 : Le territoire de l'Indre-et-Loire

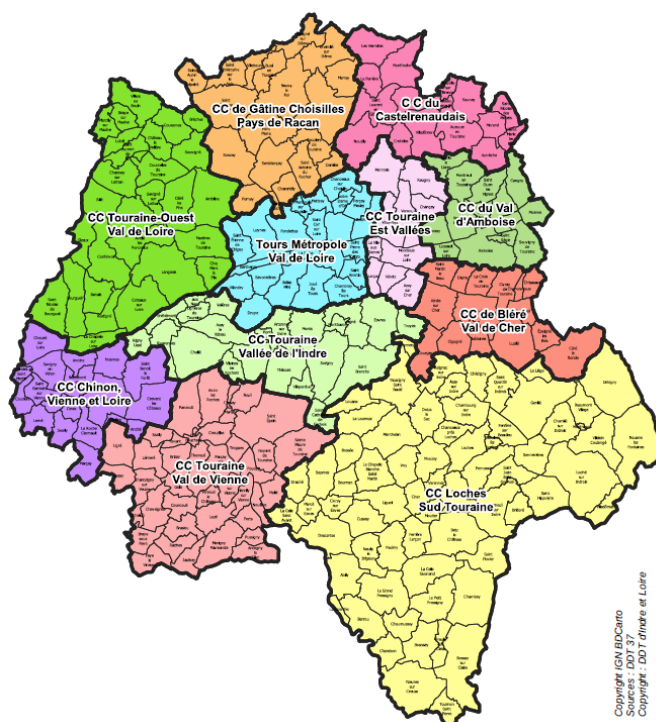


Figure 1 : Carte des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale d'Indre-et-Loire
(Source : Direction Départementale des Territoires 37)

Ayant effectué mon stage à l'Espace Régional de Tours, il est important de connaître le territoire d'Indre-et-Loire et ses particularités. Celui-ci est composé d'une métropole (Tours Métropole Val de Loire), 10 communautés de communes, 272 communes, trois pôles d'équilibre et de centralité, 22 pôles intermédiaires et 70 pôles de proximité (Cf. *figure 1*). Avec une dynamique démographique et économique confirmée, la métropole tourangelle concentre à elle seule 48% des habitants et 61% des emplois d'Indre-et-Loire.

Le territoire se positionne également comme un poids lourd du tourisme en Val de Loire. En effet, ses châteaux, ses paysages et la Loire à vélo font de l'Indre-et-Loire un territoire de référence en matière de tourisme. Il s'agit également d'un espace très diversifié avec un maillage de services à la population et d'équipements plutôt resserré mais inégal selon les territoires.

La population peut profiter de conditions de vie relativement confortables avec un parc de logements en forte croissance. Des équipements de formation et de recherche de qualité avec la présence d'une des deux universités de la Région (Université Rabelais de Tours). Enfin, la présence d'un patrimoine naturel et culturel est également un atout pour l'attractivité du territoire départemental.

1.3 Equipe et organisation de l'Espace Régional de Tours

L'espace régional d'Indre-et-Loire est dirigé par Fabienne PIGNOLET depuis 2017. La Directrice est sous la responsabilité de la Direction Générale des Services et en collaboration avec les Directions Opérationnelles (DO) de la Région. Ses missions sont principalement le management de l'ensemble des agents placés sous son autorité, assurer la transversalité et la mise en œuvre de la feuille de route territorialisée. Enfin, Madame PIGNOLET assure le lien avec les élus régionaux sur les problématiques territorialisées. La Directrice de l'Espace régional est appuyée par une assistante de Direction (Florence GUEANT) et son apprentie (Hélène WREDE) qui assurent les tâches administratives de l'ERCVL37.

L'équipe territorialisée est constituée de 23 agents (chargés de mission, chargés de gestion, administratifs, coordinateur, correspondant territorial), de 2 chargées de mission Ingénierie de l'OrientatIon et de 3 agents de l'antenne départementale de l'agence régionale de développement économique DEV'UP (Cf. **Annexe n°1**)

Les missions des ERCVL s'articulent autour de 3 pôles de compétences :

- **L'animation et le développement territorial :**
 - o Aménagement du territoire
 - o Développement économique (Région et DEV'UP)
 - o Formation professionnelle
 - o Orientation des métiers
- **Les transports scolaires et interurbains**
- **Vie des lycées :** La gestion des ressources humaines et la maintenance du patrimoine bâti

1.3.1 Pôle Animation et Développement Territorial

- *Aménagement du territoire*

J'ai effectué mon stage auprès du chargé de mission développement territorial du Pôle Aménagement du territoire de l'ERCVL 37. J'ai pu ainsi accompagner mon maître de stage sur un large panel de missions. Le chargé de mission est placé sous l'autorité hiérarchique du manager de l'Espace régional (Directrice), tout en bénéficiant d'un management « métier » de la part de la Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT) situé au siège de la Région à Orléans (Cf. *figure 2*).

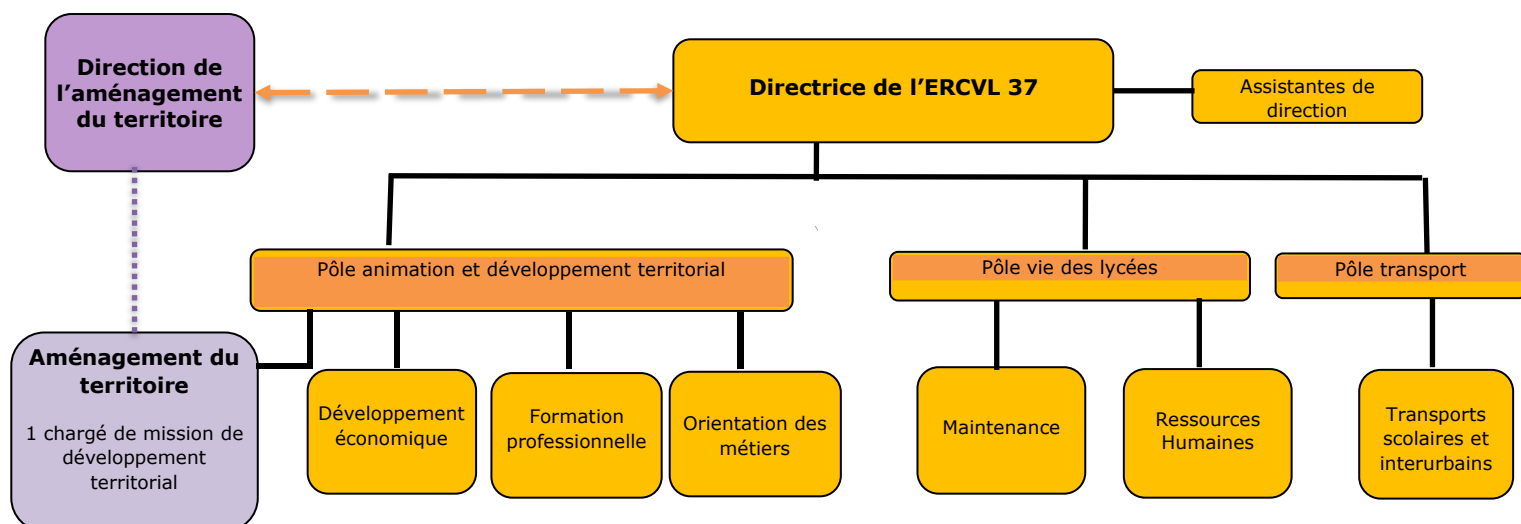


Figure 2 : Position institutionnelle et relation du chargé de mission développement territorial (Source : fiche de poste chargé de mission développement territorial)

L'objectif du chargé de mission est de mettre en œuvre la politique d'aménagement et de développement du territoire du Conseil régional à travers notamment l'accompagnement et le suivi des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale sur le territoire d'Indre-et-Loire. Le chargé de mission assure l'interface entre la Région et les signataires locaux des contrats. Il apporte des informations sur les priorités régionales et une assistance méthodologique dans la conduite de projet territorial. Enfin, il veille au bon déroulement de l'instruction des dossiers de subventions en Commission Permanente Régionale(CPR) et à la préparation de la négociation des contrats.

De plus, il doit assurer le suivi des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) en Indre-et-Loire. En effet, en tant que personne publique associée (PPA), la Région est sollicitée pour avis lors d'une création ou révisions de SCoT. Le chargé de mission doit également participer aux activités transversales de la DAT (Points hebdomadaires, définitions des politiques, transversalité, suivi budgétaire et financier...) et participer aux projets transversaux impactant le territoire départemental (Contrat Plan Etat-Région, Convention Région Département, Dispositifs d'Etat, etc...).

- *Développement économique (Région et Dévup)*

La mission de **l'équipe économie** de l'Espace régional consiste à détecter et accompagner les projets des entreprises industrielles, de services aux entreprises. De plus, elle propose un accompagnement financier sur les projets de création et de développement des entreprises en lien avec les acteurs et partenaires économiques. L'équipe gère 30 % des fonds régionaux dédiés à l'économie et 58% des projets Recherche Développement Innovation.

De 2013 à 2019, la Région a accordé dans l'Indre-et-Loire 40 millions d'euros au bénéfice d'environ 800 entreprises au titre des dispositifs des Contrats d'Appui aux Projets (CAP) à destination des entreprises industrielles, de services aux entreprises, d'activités de proximité et des appels à projet innovation. Le Pôle Economie intervient également à travers des conventions de partenariat économique sur le territoire. En effet, l'ensemble des interventions régionales (aides aux entreprises, soutien aux collectivités) s'inscrivent dans la déclinaison opérationnelle des conventions de partenariat économiques avec tous les EPCI (à l'exception de Tours Métropole en 2019).

Créée en 2017, l'agence **DEV'UP** accompagne toute entreprise ou porteur de projet économique (innovation, implantation, investissement, reprise, recherche de partenaires, export...) via notamment ses antennes au sein des Espaces Région Centre Val de Loire, à travers un réseau technique, opérationnel et de conseil (*Accueil / Dev'up Centre-Val de Loire, s. d.*) L'objectif de cette agence est d'attirer les entreprises sur le territoires et de les aider à se développer. A Tours, les 3 agents veillent donc à l'attractivité du territoire, à la coordination du réseau d'acteurs économiques régionaux et au développement à l'international (export, programmes européens) et d'information économique.



Figure 3 : Logo DEV'UP (Source : cner-france.com)

- *Formation professionnelle*

Les chargés de mission formation professionnelle ont pour activité principale de suivre le **programme régional de formation (PRF)**. Dans une ambition de contribuer à une insertion durable des publics et de proposer des formations en adéquation avec des réels besoins d'entreprise, le PRF 2021-2024 est un outil d'accompagnement des évolutions et d'accélération des transformations nécessaires, qui doit inclure les enjeux écologiques et numériques. L'équipe du pôle formation professionnelle de Tours gère une enveloppe d'environ 15 millions € en Indre-et-Loire avec le PRF.

De plus la Région a mis en place **l'opération DEFI** (Développement de l'Emploi par des Formations Inclusives). Il s'agit d'animer une offre d'ingénierie innovante et collaborative en développant une offre de formation cousue-main pour répondre aux besoins de compétences des entreprises. Une dizaine d'opérations DEFI sont en projet ou en cours dans différents secteurs (grande distribution, industrie pharmaceutique, transport de voyageurs, industrie, etc.) en 2019 pour un objectif de 3 opérations DEFI par bassin de vie.



Figure 4 : Logo opération DEFI (Source : Archive interne)

- *Orientation des métiers*

Depuis 2018, le Conseil Régional est chargé « d'organiser des actions d'information sur les métiers et les formations, d'élaborer et de diffuser la documentation correspondante, en direction des jeunes notamment dans les établissements scolaires »¹.

Pour assurer cet objectif, les 2 ingénieures de l'orientation de l'Espace Régional assurent des missions d'information et d'accompagnement des projets d'orientation et d'information métiers et formations auprès des établissements scolaires (Collège, Lycée, CFA, Université). Ce qui consiste plus précisément à proposer des actions autour de la connaissance des métiers et des formations, de découverte de l'entreprise à destination des élèves, des apprentis ainsi que des étudiants et de leurs familles. L'équipe travaille également en lien avec les établissements et les partenaires du réseau SPRO (Service Public Régional de l'Orientation).

1.3.2 Pôle Transport

L'équipe transport de l'Espace Régional est chargée de la gestion du réseau Rémi du département d'Indre-et-Loire et plus particulièrement le **transport scolaire et interurbain**. En effet, la Région est responsable de tous les transports publics non urbains en Centre Val de Loire. Le pôle Transport assure également le suivi opérationnel des lignes TER routières (Tours- Chartres, Tours Château du Loir, Tours- Châteauroux).

¹ Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel (Source : Legifrance.fr)

En quelques chiffres cela représente (*Réseau de Mobilité Interurbaine*, s. d.):

- 26 lignes régulières, qui rayonnent quotidiennement autour de Tours ou qui relient entre elles les principales villes sur l'ensemble de la Touraine.
- 300 lignes scolaires, qui transportent chaque jour gratuitement 25 000 élèves entre leur domicile et leur établissement scolaire

Le pôle est chargé également du soutien aux AO2 ou gestion directe (près de 1 000 élèves, sur les secteurs de Descartes et Vouvray, de l'instruction des demandes de transport sur lignes régulières (Rémi 37, SNCF, Fil Bleu...) et d'astreinte en période hivernale, du 15 novembre au 15 mars. De façon générale, l'équipe assure le bon fonctionnement du réseau : aménagement et sécurisation des points d'arrêt, travaux, déviation et prépare des actions de promotion sur le réseau Rémi 37 (festivals, marchés de Noël...)

1.3.3 Pôle Lycées

La gestion des lycées est une compétence régionale depuis les premières lois de décentralisation. L'équipe chargée de la vie des Lycées de l'Espace régional s'articule en 2 parties : la **maintenance du patrimoine bâti** et de l'accompagnement des **ressources humaines** des lycées. Il s'agit de 24 lycées du département dont 600 agents qui sont suivis par l'équipe pour des travaux de grosse maintenance immobilière, d'aménagement de filières pédagogiques, de mise en conformité réglementaire, d'amélioration de la performance énergétique et du cadre de vie. L'équipe permet également le relais entre les établissements et les services de la Région. Les responsables ressources humaines sont les interlocuteurs des agents des lycées (conseil, organisation, gestion des conflits...) et sont chargés du recrutement du personnel.

2. Mes missions au sein de l'Espace Région Centre Val de Loire

Durant mes 19 semaines de stage, j'ai été en immersion complète dans une collectivité territoriale et plus particulièrement, au cœur de l'aménagement du territoire du point de vue de la Région. J'ai donc assuré plusieurs missions auprès de mon maître de stage, Chargé de mission Développement Territorial.

Mon travail au sein de l'Espace Régional s'est articulé autour de 3 missions principales et d'autres missions ponctuelles. J'ai pu ainsi me familiariser avec des documents d'urbanisme comme les Schémas de Cohérence Territoriale, des dispositifs d'Etat avec les Contrats de Relance et de Transition Ecologique mais également, avec la contractualisation régionale en matière d'aménagement du territoire (Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale).

2.1 Participation à l'élaboration de deux avis régionaux de Schéma de Cohérence Territoriale

2.1.1 Contexte et définitions

Le **Schéma de Cohérence Territoriale** (SCoT) est un document d'urbanisme qui détermine l'organisation spatiale et les grandes orientations de développement d'un territoire (CEREMA, 2020). Il s'agit d'un outil de planification stratégique à long terme créé par la loi de solidarité et renouvellement urbain (SRU) en décembre 2000 (Ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, s. d.). Le périmètre de ce document d'urbanisme est à l'échelle d'un bassin de vie ou d'une aire urbaine. Dans notre cas, ils sont à l'échelle du Pays.

Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques en lien avec l'aménagement du territoire (l'habitat, la biodiversité, les mobilités, l'environnement, le tourisme, le climat, etc...)

En tant que personne publique associée (PPA), la Région est amenée à donner son avis sur les SCoT. Selon la réglementation en vigueur², les PPA ont la possibilité de transmettre leur avis sur le projet de SCoT dans un délai de trois mois suivant sa transmission. Sur la période de mon stage, la Région a été sollicitée pour deux avis SCoT, celui du **Nord-Ouest de la Touraine** (Pays Loire Nature) arrêté le 29 mars 2021 et celui de la communauté de communes de **Loches Sud Touraine**, arrêté le 6 mai 2021.

L'objectif de la Région est de veiller à l'articulation de ce document avec le **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires** (SRADDET) qui fixe les orientations régionales en matière d'équilibre du territoire, de transports, de climat, de biodiversité ou encore de déchets.

En effet, les SCoT font partie des documents d'urbanisme avec les PDU, les PCAET et les chartes PNR qui doivent respecter les objectifs et les règles générales du SRADDET (*Centre-Val de Loire, la Région 360°*, 2020). Le SRADDET Centre Val de Loire a été adopté et approuvé en février 2020 et donc les SCoT doivent être compatibles avec les ambitions de ce document.

Les 4 orientations stratégiques du SRADDET Centre Val de Loire (*Centre-Val de Loire, la Région 360°*, 2020) :

- Des femmes et des hommes acteurs du changement, des villes et des campagnes en mouvement permanent pour une démocratie renouvelée
- Affirmer l'unité et le rayonnement de la région Centre-Val de Loire par la synergie de tous ses territoires et la qualité de vie qui la caractérise
- Booster la vitalité de l'économie régionale en mettant nos atouts au service d'une attractivité renforcée
- Intégrer l'urgence climatique et environnementale et atteindre l'excellence éco-responsable

Les règles générales traitent des sujets en lien avec l'équilibre des territoires, les mobilités, le climat-air-énergie, la biodiversité et les déchets-économie circulaire.

2.1.2 Déroulement de la mission (travail préparatoire)

Pour participer à l'élaboration de l'avis régional, j'ai dans un premier temps, mené une lecture attentive du SRADDET Centre Val de Loire pour prendre notamment connaissance des 47 règles générales que le SCoT doit respecter.

Il s'agit d'un rapport de 250 pages composé de deux grandes parties. Le rapport avec les orientations stratégiques ainsi que, les objectifs et le fascicule qui regroupent toutes les règles générales associées par thèmes. J'ai pu également m'appuyer sur le guide d'application à destination des Schémas de cohérence territoriale (SCoT) produit par la Région (*Centre-Val de Loire, la Région 360°*, 2020)

Le SCoT comprend un diagnostic territorial, le projet d'aménagement développement durable (PADD) et le document d'orientation et d'objectif (DOO). Ce sont les deux dernières parties du document qui nous intéressent pour l'avis régional.

² Conformément à l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme, les personnes et les commissions consultées dans le cadre d'un SCoT rendent leur avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois à compter de la transmission du projet de schéma. A défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable (source legifrance.gouv)

Mon travail a été tout d'abord d'analyser les documents et de repérer les différents thèmes abordés qui correspondent aux différentes Directions Opérationnelles (DO) de la Région. Chaque DO possède son domaine de compétence (tourisme, environnement, mobilité, économie...).

En effet, notre objectif est de communiquer le SCoT pour avis à l'ensemble des DO puis la direction de l'aménagement formule l'avis de la Région dans un courrier unique.

Après avoir identifié les interlocuteurs appropriés, j'ai adressé les demandes de consultation avis SCoT à 11 Directions Opérationnelles en les orientant vers les parties du SCoT qui les concernent (Cf. **Annexe n°2**). Afin d'assurer le suivi de ce dossier, j'ai créé un tableau de bord permettant suivre les demandes, répertorier les différents avis et les éventuelles relances à effectuer.

2.1.3 Elaboration de l'avis régional du SCoT Nord-Ouest de la Touraine

L'avis SCoT Nord-Ouest de la Touraine étant le plus abouti à ce jour, je prendrai donc exemple sur ce dernier pour la description de la mission sachant que la démarche a été similaire pour les deux projets de SCoT.

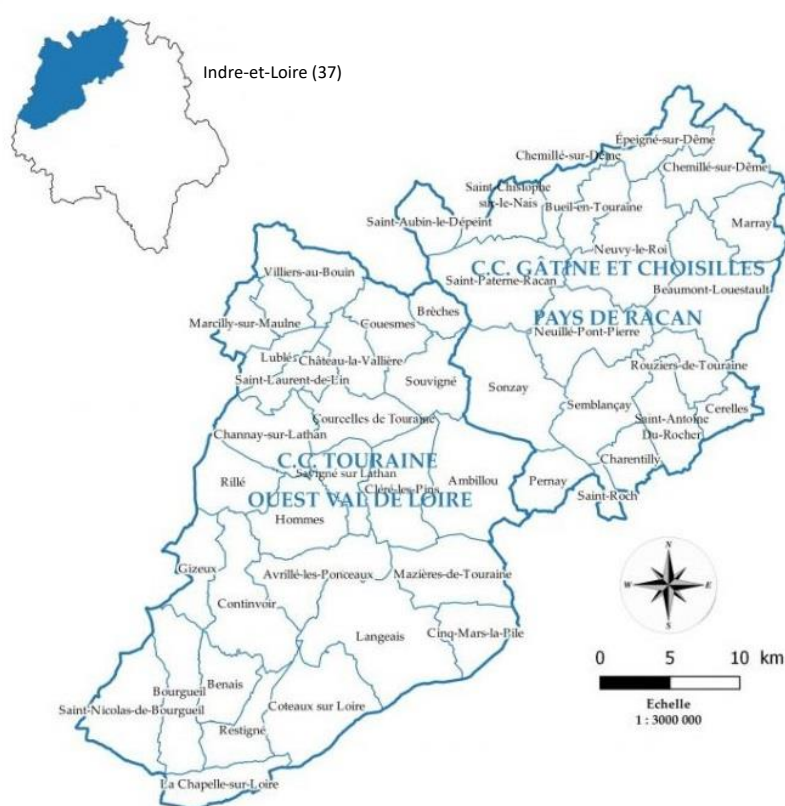


Figure 5 : Périmètre SCoT Nord-Ouest de la Touraine (Source : paysloirenature.fr)

En parallèle de la consultation des avis DO, nous avons commencé à travailler sur le projet de courrier avec Stéphanie BROCHARD, chargée de mission SRADDET. Nous avons organisé plusieurs séquences de travail pour discuter du contenu du projet de SCoT et échanger nos idées sur les sujets traités dans le document mais également sur les éventuels manquements. Nous avons repéré 13 thématiques qui nous semblaient importantes à aborder dans l'avis régional concernant le projet de SCoT NOT (Cf. figure 6). L'intégralité de l'avis régional se trouve en **annexe n°3**. Toutefois, je souhaite revenir sur quelques points intéressants découlant de notre analyse sur le projet de SCoT NOT.

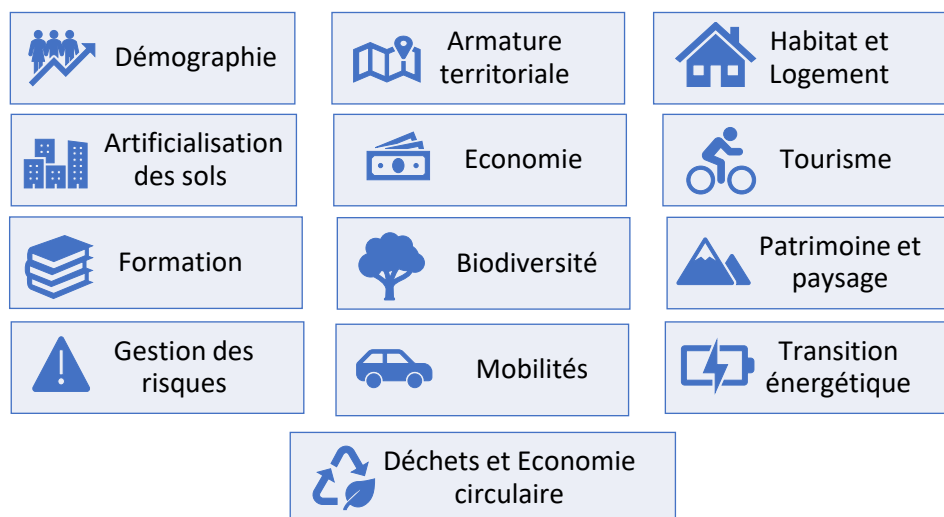


Figure 6 : Thématiques abordés dans l'avis régional du SCoT Nord-Ouest de la Touraine (Auteur : Rita Loukili, 2021)

Au-delà de veiller à l'articulation du projet de SCoT avec le SRADDET, il faut mener un travail de réflexion approfondie sur la pertinence du document et pour cela une bonne connaissance du territoire est requise. En effet, certaines décisions peuvent refléter une volonté politique et, même parfois, des conflits au sein du territoire.

Par exemple, il n'y a pas de volonté de faire émerger un grand pôle de centralité sur le périmètre de SCoT qui pourrait souder et structurer le territoire comme le pôle Langeais/Saint-Mars-la-Pile. En effet, il demeure des conflits entre certains élus locaux et le maire de Langeais également élu régional. Ainsi, on remarque plutôt une succession de petit pôle indépendant qui rend l'armature territoriale assez complexe à appréhender (Cf. figure 7). Cette armature correspond à l'état d'esprit des communes qui souhaitent garder une certaine indépendance et développer chacune son bout territoire.

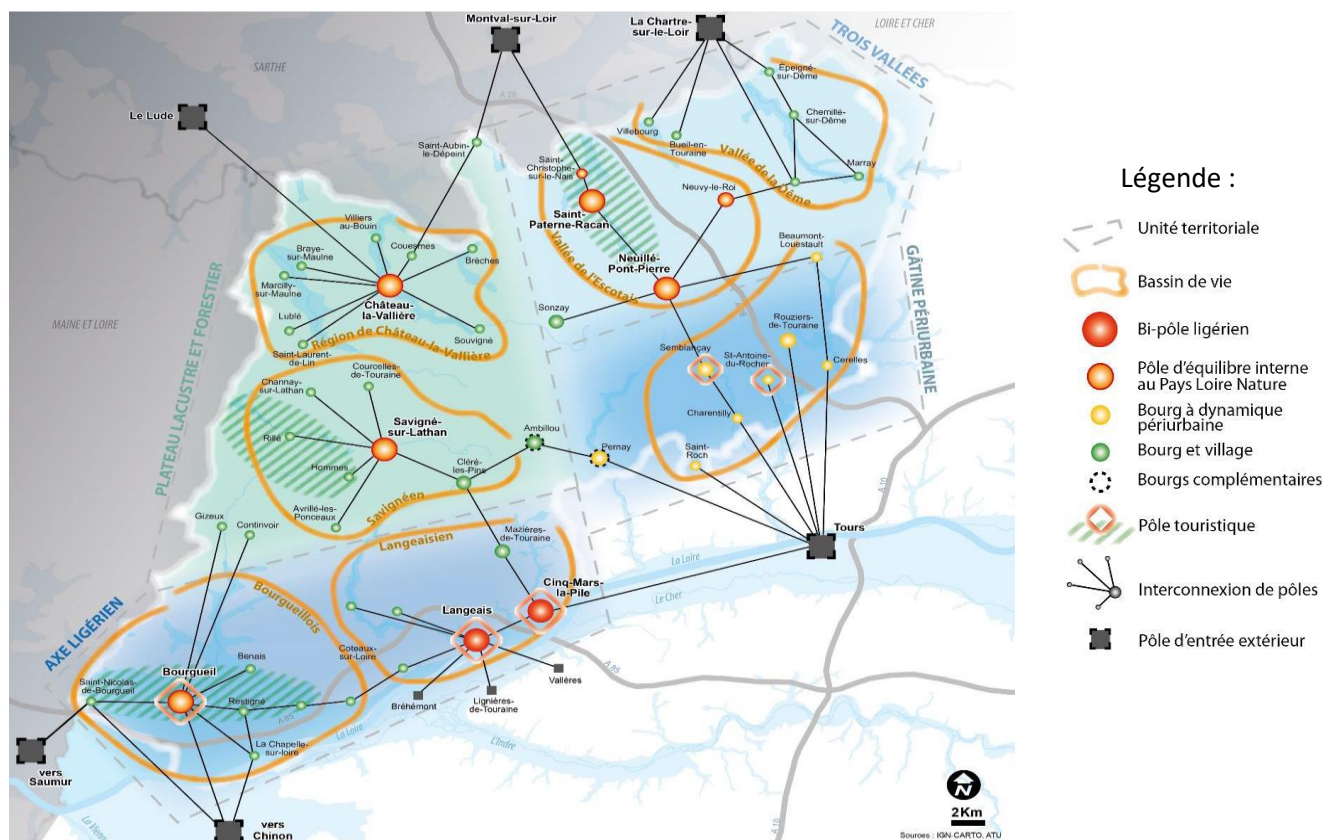


Figure 7 : Armature territoriale du projet de SCoT Nord-Ouest de la Touraine (Source : ING.CARTO.ATU)

De plus, nous remarquons que le projet de SCoT NOT devrait poursuivre son travail contre l'artificialisation des sols. En effet, le Nord-ouest de la Touraine et notamment, les communes dans un rayon de 20km de la métropole tourangelles connaissent une croissance démographique importante depuis une dizaine d'années avec la périurbanisation. Ainsi, nous remarquons un besoin de foncier grandissant qui se reflète dans le projet de SCoT.

Par conséquent, pour être en cohérence avec le SRADDET, le conseil régional préconise d'identifier le maximum de friches urbaines et d'espaces vacants avec un potentiel de valorisation ou de reconversion avant d'envisager de consommer des parcelles agricoles et naturelles. De surcroît, on peut remarquer l'émergence d'une multitude de lotissements qui sortent de terre et banalisent le paysage. De plus, le sujet de la disparité au niveau de la vacance des logements mériterait d'être mieux traité.

Concernant les mobilités, le Nord-Ouest de la Touraine est un territoire encore très dépendant de la voiture. Toutefois, contrairement aux préconisations du SRADDET, le projet de SCoT NOT ne mentionne pas d'objectif de baisse de la part modale de la voiture individuelle. Il ne fait pas apparaître non plus d'objectif d'amélioration de l'efficacité énergétique et de diminution des GES dans le secteur du transport (un des secteurs les plus polluants).

Nous remarquons que très peu de mention au SRADDET dans ce document d'urbanisme. De plus, les thématiques de l'énergie et de déchets sont peu traitées en dépit de leur importance en matière d'aménagement de l'espace.

De façon plus transversale, le projet de SCoT du Nord-Ouest de la Touraine dégage une impression de décalage dans le positionnement des différents documents : un diagnostic qui est beaucoup sur les constats et peu sur les enjeux, un PADD davantage sur les enjeux et moins sur des objectifs détaillés et enfin un DOO qui pose bien les objectifs mais qui apporte insuffisamment de prescriptions claires et recommandations opérationnelles (ce qui est étonnant pour une 2ème génération de SCoT).

Ces réflexions découlent des échanges avec Stéphanie Brochard lors de nos séquences de travail sur le SCoT. Notre projet de courrier a été ensuite validé et corrigé par Isabelle VALMAGGIA, directrice adjointe de la DAT. Enfin, l'avis régional a été envoyé au Président du Pays Loire Nature après avoir été signé par Monsieur Eric MARTIN, Directeur Général Délégué Mobilités et Territoire Durables.

2.2. Suivi du dispositif régional : Les Contrats régionaux de Solidarité Territoriale

2.2.1 Contexte et définitions

La Région en matière de politique d'aménagement du territoire s'engage auprès des collectivités locales à favoriser la solidarité, l'équilibre et la cohésion territoriale. Elle a pour objectif de soutenir le développement des projets locaux en accompagnant les territoires avec **les Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale (CRST)**.

La Région privilégie pour ses interventions un cadre contractuel, qui exprime la convergence de ses priorités avec ses partenaires (Etat, Départements, EPCI et communes, ...). Si les contrats régionaux de solidarité territoriale constituent l'outil régional emblématique et historique de la politique d'aménagement, la Région déploie d'autres interventions au travers du CPER (Contrat de Plan Etat-Région), du fonds Sud et des fonds européens dont elle est autorité de gestion (Région Centre Val de Loire, 2020).

Le Conseil Régional a mis en place en 2012 les CRST signés avec les EPCI de chaque département. En Indre-et-Loire, il existe 6 contrats signés à l'échelle des pays, des communautés de communes ou de métropole (Tours Métropole Val de Loire) qui représentent en tout une enveloppe de **87 millions d'euros pour 6 ans. (Cf. Annexe n°4)**

- **Tours Métropole**

- CRST janvier 2021 - janvier 2027 : 42 870 000 €
- Signataires : Tours métropole Val de Loire et Ville de Tours
- Projets significatifs : Ligne 2 du tram de Tours, rénovation urbaine NPNRU (Tours, Joué les Tours et St Pierre des Corps), reconstruction du site chorégraphique nationale, cité de la gastronomie.

- **Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre**

- CRST janvier 2020 - janvier 2026 : 5 620 000 €
- Signataires : Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre et le PNR Loire Anjou Touraine
- Projets significatifs : Maison de Santé Pluridisciplinaire à Monts, salle de spectacle à Veigné

- **Pays Loire Nature**

- CRST janvier 2017 - janvier 2023 : 6 527 000 €
- Signataires : Syndicat du Pays Loire Nature Touraine, Communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire et Communauté de communes Gâtine et Choisses Pays de Racan, Ville de Langeais, PNR Loire Anjou Touraine
- Projets significatifs : Plan isolation, recours aux matériaux biosourcés

- **Pays Loire Touraine**

- CRST mai 2018 – mai 2024 : 15 501 500 €
- Signataires : Syndicat du Pays Loire Touraine, Communauté de communes du Val d'Amboise, Communauté de communes Bléré Val de Cher, Communauté de communes Touraine Est vallées, Communauté de communes de Castelnaudais, Villes d'Amboise, de Montlouis, de Château-Renault
- Projets significatifs : centre aquatique d'Amboise, plan isolation du groupe scolaire de Veretz, gymnase à Montlouis

- **Pays du Chinonais**

- CRST 2018 – 2024 : 8 170 000 €
- Signataires : Syndicat du Pays Chinonais, Communauté de communes Chinon, Vienne et Loire, Communauté de communes Touraine Val de Vienne, Ville de Chinon, PNR Loire Anjou Touraine
- Projets significatifs : voie verte à Chinon, MSP multi sites de Chinon, ALSH Chinon, gymnase à Richelieu, restauration du Port de Chinon,

- **Communauté de communes Loches Sud Touraine**

- CRST 2019 – 2025 : 8 996 200 €
- Signataires : Communauté de communes Loches Sud Touraine et ville de Loches
- Projets significatifs : Voie verte Berry sud Touraine

Ces contrats, négociés entre les acteurs locaux et la Région, déclinent chacun des dispositifs d'aide, formalisés dans « des cadres de référence » qui précisent les modalités du financement régional. De plus, ils suivent leur propre calendrier et sont dotés d'une enveloppe régionale dédiée.

L'une des activités du chargé de mission de développement territorial est de suivre les CRST en accompagnant notamment les agents de développement de chaque contrat. Il est agent d'une collectivité locale ou syndicat de communes/Pays, chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maîtres d'ouvrage et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention.

Le cadre d'intervention rénové en 2017 du CRST s'inscrit résolument dans une volonté de rapprochement entre la Région et ses territoires, en maintenant les contours d'une politique régionale emblématique d'une conception de l'aménagement du territoire équilibrée et respectueuse des initiatives locales et particularismes locaux.

2.2.2 Déroulement de la mission

- *Bilan mi-parcours du CRST Pays Loire Touraine*

Pendant la période de mon stage, le Pays Loire Touraine a déposé son projet de Bilan mi-parcours (BMP) de son contrat. En effet, trois ans à compter de la date d'effet du contrat³, les co-signataires du contrat adressent à la Région un bilan d'étape. Ce bilan doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes.

Il intègre les indicateurs définis en amont. Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre et d'introduire les projets identifiés pour les 3 années à venir.

Le référent technique du territoire (agent de développement) est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec le chargé de mission développement territorial qui instruit et prépare la négociation des contrats.

Mon travail a été dans un premier temps, d'enregistrer les fonds de dossiers envoyés par l'agent de développement du Pays Loire Touraine (Amandine DEROUET) qui détaille les **projets identifiés au BMP**.

Après les avoir classés, j'ai pu envoyer les demandes d'avis des directions opérationnelles (DO) de la Région concernant les projets identifiés. Sur le même principe du SCoT détaillé dans la première partie, les Directions donnent leur avis sur les projets (favorable ou défavorable) en fonction des priorités et modalités régionales. Ces avis vont permettre de nourrir la négociation du contrat entre le territoire et la Région.

En effet, le pays dépose son projet de contrat avec sa maquette financière auprès de la Région et quelques mois plus tard, la Région organise un **rendez-vous de négociation** pour faire le bilan sur le contrat (crédits engagés, projets réalisés, indicateurs, etc...) mais également pour discuter des projets identifiés et des crédits répartis pour les 3 années à venir.

Pour préparer le rendez-vous de négociation, une partie de ma mission était de commencer à rédiger la note de cet entretien. Ce document comporte 4 parties :

³ D'après l'article 6 des contrats régionaux de solidarité territoriale

1. Le rappel des **signataires du contrat** (Région, Pays et communautés de communes)
2. Le **bilan à mi-parcours** du CRST
 - Montant des crédits engagés et leur répartition
 - Les axes les plus mobilisés et les opérations marquantes
3. **Points de négociation et projets identifiés** par thématique
 - Respect ou non des attendus régionaux et de l'équilibre du contrat
 - Un tableau détaillant mesure par mesure les propositions du pays pour le BMP du CRST et l'avis de la Région sur ces suggestions.
4. Autres points à signaler + Annexes (maquette financière, courriers, ct...)

A mon niveau, j'ai pu mettre en forme la note et rédiger les 2 premières parties. J'ai pu également commencer à remplir le tableau pour la partie « proposition du pays » avec la maquette financière et les projets identifiés fournis par l'agent de développement avec le projet de contrat.

Pour chaque axe, il faut inscrire la dotation initiale, les crédits engagés et la réduction ou abondement sollicité. Il était aussi important de vérifier si les montants sollicités pour chaque mesure correspondent bien aux montants des projets identifiés. Le reste du document a été finalisé après avoir collecté tous les avis des DO sur les projets en partenariat avec Isabelle VALMAGGIA, Directrice adjointe de la DAT.

- *Rencontre avec les élus du territoire et les agents de développement*

Lors de mon stage au sein de l'Espace Régional, j'ai eu l'occasion d'aller sur le terrain et de rencontrer les acteurs locaux. En effet, en tant que partenaire financier important, la Région est conviée à participer à des réunions statutaires et des commissions de travail comme les **Bureau et les comités syndicaux des pays ainsi que des comités de pilotage** (CRST). Pour accompagner les territoires mais également pour veiller à la cohérence avec les politiques régionales, le chargé de mission développement territorial participe régulièrement à ces réunions (en cas d'absence d' élu régional).

J'ai pu ainsi participer au bureau du Pays Loire Touraine, comité syndical du pays du Chinonais et à un COPIR CRST du Pays Loire Nature. Lors de ces réunions plusieurs points sont abordés, ce qui nous intéresse du point de vue de la Région c'est l'examen des demandes de subventions des projets au CRST. Dans ce cas, le chargé de mission peut apporter des éclairages sur l'éligibilité ou non des projets aux critères régionaux du CRST.

De plus, j'ai eu la chance d'assister à une **Commission Aménagement** la Région pour l'audition du CRST de Tours Métropole Val de Loire. Lors de cette commission, plusieurs élus régionaux et de Tours Métropole étaient présents. En effet, après avoir été finalisé et validé le CRST doit passer devant la commission pour être voté par les élus régionaux.

Les commissions thématiques préparent les décisions de la Commission permanente et du Conseil régional. Ainsi, Monsieur Olivier DE OLIVERA, 7^e Vice-Président de Tours Métropole Val de Loire nous a d'abord présenté les résultats du précédent contrat puis les projets identifiés pour le nouveau CRST de la métropole Tourangelle. Après la présentation, les élus ont voté pour l'approbation du programme d'action et de l'affectation des crédits.

D'autre part, nous nous sommes déplacés pour rencontrer les agents de développement de chaque contrat afin d'élaborer ensemble la feuille de route de chacun et pour certains faire un point sur les CRST. En effet, deux fois par an, le chargé de mission rencontre les agents de développement pour faire un point sur les avancées et les difficultés rencontrées durant leur mission. Cet entretien permet également de valider la subvention de fonctionnement accordée par la Région pour l'animation du contrat aux agents de développement.

Au-delà de la feuille de route, il s'agit d'une occasion de faire un point avec le chargé de mission sur le CRST, discuter de l'éligibilité d'un projet ou bien de suivre un dossier de subvention. Ces réunions furent très enrichissantes car j'ai pu dans un premier temps me déplacer sur le terrain et découvrir le territoire d'Indre-et-Loire.

De plus, discuter avec les référents des contrats m'a permis de comprendre ce qui se passe sur ces territoires, quels sont les tensions et les projets en cours. Ces rencontres m'ont permis d'appréhender la façon dont les territoires fonctionnent mais également, de développer mon regard critique sur les politiques d'aménagement.

2.3 Suivi des dispositifs d'Etat : Contrat de Relance de Transition Ecologique et le programme Petites Villes de Demain

2.3.1 Contexte et définitions

Pour accélérer la relance et accompagner la transition écologique, démographique, numérique et économique dans les territoires, le Gouvernement a souhaité proposer un outil privilégié de contractualisation entre l'Etat et les territoires: le **Contrat de Relance et de Transition Ecologique** (CRTE / *Agence nationale de la cohésion des territoires*, s. d.) .

Signé pour une durée de 6 ans, les CRTE ont pour ambitions de soutenir les projets du territoire pour les 6 ans à venir en faveur de **l'attractivité, la transition écologique, la cohésion territoriale et sociale**.

Quel que soit l'axe, le principe d'éco-conditionnalité doit s'appliquer pour tous les projets . En effet, ils doivent être économes en foncier, en ressources et améliorer l'état des milieux naturels pour s'inscrire dans les stratégies nationales bas carbone et biodiversité (d'après la Direction Départemental des Territoires d'Indre-et-Loire)

D'après la circulaire du 20 novembre 2020⁴, Les contrats territoriaux de relance et de transition écologique doivent enfin illustrer l'approche différenciée et simplifiée de la décentralisation. Ils ont vocation à traduire un nouveau cadre de dialogue, faisant converger les priorités de l'Etat et les projets de territoire portés par les acteurs locaux. La circulaire soutenait également l'ambition de signer les CRTE d'ici le 30 juin 2021 qui était également la revendication de la Préfète d'Indre-et-Loire.

Contrairement aux autres départements, en Indre-et-Loire, les territoires ont souhaité signer les CRTE à l'échelle des EPCI ce qui représente 11 CRTE à suivre (**Cf. Annexe n°4**)

De plus, les CRTE intègre les programmes d'appui mis en œuvre par le Gouvernement au profit des territoires comme **les Petites Villes de Demain**. Le dispositif Petites villes de demain vise à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes et des territoires alentour, en accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et respectueuses de l'environnement.

Le programme a pour objectif de renforcer les moyens des élus des villes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralités pour bâtir et concrétiser les moyens de concrétiser leurs projets de territoire, tout au long de leur mandat, jusqu'en 2026 (*Petites villes de demain / Agence nationale de la cohésion des territoires*, s. d.)

⁴ Lettre circulaire du 1^{er} Ministre Monsieur Jean CASTEX le 20/11/2020 adressée aux préfets de régions et de départements.

En Indre-et-Loire, 6 communautés de communes et 16 communes ont été retenues pour bénéficier de ce programme (Cf. **Annexe n°4**) :

- CC Bléré Val de Cher : Bléré, La Croix en Touraine, Saint-Martin le Beau
- CC Castelrenaudais : Château-Renault
- CC Gâtine et Choisses-Pays de Racan : Neuillé-Pont-Pierre
- CC Loches Sud Touraine : Beaulieu-Lès-Loches, Descartes, Loches, Ligueil, Preuilly sur Claise
- CC Touraine Ouest Val de Loire : Bourgueil, Château-la-Vallière, Langeais
- CC Touraine Val de Vienne : L'Ile Bouchard, Richelieu, Sainte-Maure de Touraine

L'accompagnement de ces communes repose sur 3 piliers. Dans un premier temps, offrir un **appui global en ingénierie** pour donner aux petites villes les moyens de définir et de mettre en œuvre leurs projets. Puis, donner **des outils et des expertises** sectorielles pour répondre aux enjeux thématiques, dont des financements sur-mesure et ciblés.

Enfin, un accès à un **réseau professionnel** : le « club des Petites villes de demain », pour favoriser l'innovation, l'échange d'expériences et le partage de bonnes pratiques entre acteurs du programme (Banque des Territoires, 2020)

Pour organiser et structurer ces dispositifs, les EPCI ont organisé des Comités de Pilotage (COPIL) avec les services de l'Etat (la Direction Départemental des Territoires et le Sous-préfet référent du territoire), les élus du conseil régional et départemental. En effet, la Région, étant un partenaire financier privilégié des territoires, a souhaité signer également les CRTE et les contrats PVD. De plus, les CRTE constituent le volet territorial du CPER de la Région Centre Val de Loire.

2.3.2 Déroulement de la mission

Avec 11 CRTE à suivre, la charge de travail était très importante pour le seul chargé de mission du département. Ma mission était donc d'apporter mon aide en suivant l'avancée des CRTE et du dispositif PVD durant la durée de mon stage. Cela consistait notamment à participer aux différents COPIL organisé par les EPCI et de prendre des notes pour rédiger un compte rendu de la réunion. J'ai participé à 10 COPIL CRTE et 2 PVD.

En raison de la crise sanitaire, la plupart des comités de pilotage se sont déroulés en visioconférence. Durant ces réunions, le Président de la communauté de communes présente les avancées de ses services concernant le CRTE ou le programme PVD et notamment sur le recensement des projets du territoire pour les 6 années à venir.

Les services de l'Etat donnent leur avis et répondent aux interrogations de la CC concernant les modalités du CRTE. Les comptes rendus sont importants pour suivre les informations données par les services de l'Etat et par les communautés de communes.

Pour répertorier la date des COPIL et enregistrer les comptes rendus, j'avais pour mission d'actualiser régulièrement un tableau de suivi (Cf. *figure 8*). Ce tableau permettait également de suivre la date de signature des contrats et in fine d'enregistrer les conventions signées

Concernant les CRTE, la préfecture a mis en place une plateforme collaborative Osmose intégrant un tableau recensant les propositions de fiches projets CRTE à remplir par chaque EPCI disposant d'une habilitation pour renseigner la plateforme.

Les services de l'Etat et les partenaires financiers disposent également d'un accès à cette plateforme afin d'analyser les projets renseignés et mentionner si des financements de leur part sont disponibles pour les projets proposés. En moyenne, 100 projets par EPCI sont recensés pour les CRTE.












Territoire du CRTE	Territoire du CRST	Période du CRST	étape contractuelle en 2024	1ère réunion	Observations	2ème réunion	Observations2
Tours Métropole Val de Loire	Tours Métropole Val de Loire	17/01/2014 - 17/01/2020	CRST 2	15/04/2021 10h30-12h30	Région non associée		Programmation de 2 intances - Dates à fixer (avril et juin)
CC du Val d'Amboise	Pays Loire Touraine	18/05/2018 - 18/05/2024	BMP	09/02/2021	 CR_09.02.21	07/04/2021	 CR_07.04.21
CC Chinon Vienne et Loire	Pays Chinoisais	16/11/2018 - 16/11/2024	BMP	18/02/2021	 CR_18.02.21	08/04/2021	 CR_08.04.21
CC Loches Sud Touraine	CC Loches Sud Touraine	03/05/2019 - 03/05/2025		18/03/2021	 CR_18.03.21	15/04/2021 17h30-19h30	 CR_15.04.21
CC Touraine Vallée de l'Indre	CC Touraine Vallée de l'Indre	12/06/2020 - 12/06/2026		15/04/2021 17h-19h	 CR_15.04.21  CR_15.04.21_CCTV	20/05/2021 17h-19h	 Document
CC Touraine Val de Vienne	Pays Chinoisais	16/11/2018 - 16/11/2024	BMP	19/02/2021	 Document	13/04/2021 18h-20h	 CR_13.04.21

Figure 8 : Extrait du tableau de suivi CRTE (Auteur : Hélène WREDE et Rita LOUKILI, 2021)

Lorsqu'une EPCI a renseigné toutes ses fiches projets et son tableau complet sur Osmose, la préfecture sollicite les partenaires financiers pour avis sur les projets CRTE. En ce qui concerne la Région, son objectif est de pouvoir articuler les CRST et les CRTE. Dans cette perspective, mon travail, en collaboration avec un supérieur (maitre de stage ou DAT), était de repérer les projets identifiés au CRST mais également les projets potentiellement éligibles au CRST ou à un dispositif sectoriel régional.

Pour rendre l'articulation entre les CRST et les CRTE plus aisé, j'ai élaboré un tableau Excel pour chaque CRST répertoriant tous les projets identifiés avec le montant de la subvention régionale. De plus, pour repérer plus facilement les projets éligibles au CRST, je me suis appuyée sur les contrats qui regroupent les critères d'éligibilité pour chaque mesure.

Après avoir fait ce premier travail, le tableau est envoyé à la Directrice de la DAT ou à son adjointe pour vérification et ajustement du tableau. Après validation de la part de la Direction et des supérieurs hiérarchiques, j'adresse le retour de la Région concernant les CRTE aux services de l'Etat (préfecture) et à la communauté de communes en question. L'objectif de signature au 30 juin étant trop ambitieux (que ce soit pour les EPCI ou les services de l'Etat), la signature des CRTE fut reportée pour une partie des EPCI à la rentrée 2021. Nous avons pu néanmoins faire un retour sur 6 CRTE dans des délais très courts.

2.4 Autres missions en tant que stagiaire à l'Espace Régional

2.4.1 Participation au réunion hebdomadaire de la Direction d'Aménagement du Territoire

L'équipe de la Direction de l'Aménagement du territoire dont les chargés de mission des ERC se réunissent régulièrement (une fois par semaine) pour la mise en œuvre de la politique de développement territorial. J'ai pu assister à quelques-unes de ces réunions en visioconférence. La plupart d'entre elles permettent de faire le point sur les actualités de la Direction et de façon ponctuelle elles peuvent porter sur un sujet précis.

L'une de ces rencontres portait sur l'articulation entre le SRADDET et le CRST. En effet, l'objectif est de questionner les politiques régionales en matière d'aménagement du territoire au regard du SRADDET. Ces réflexions permettront d'apporter les modifications et ajustements pour la prochaine génération des contrats régionaux de solidarité territoriale. L'objectif est de questionner les leviers régionaux possibles pour infléchir les tendances, créer les conditions d'un développement du territoire régional, les modalités de mobilisation des acteurs pour atteindre ce développement souhaité. Nous avons donc

passé en revue chaque objectif du SRADDET en parallèle des mesures du CRST pour repérer les correspondances ou les manques dans les contrats.

D'autre part, j'ai pu participer à un échange qui concernait seulement les chargés de mission développement territorial à propos de la démarche Resolis sur les projets de Plan Alimentaire Territorial (PAT). Resolis est une association qui encourage des démarches d'écosystèmes de coopération, de développement local et durable (*RESOLIS*, s. d.). Depuis 2020, le Région a lancé une mission en collaboration avec Resolis pour impulser les initiatives de PAT sur le territoire régional. 8 territoires pilotes ont été choisis pour participer à cette mission.

Parmi les 8 territoires pilotes, seule, la communauté de communes de Loches Sud Touraine est concernée sur le territoire d'Indre-et-Loire. Il s'agit de territoires motivés et disposant de moyens humains et financiers dédiés mais qui sont également en phase d'émergence et possèdent donc un besoin d'accompagnement méthodologique.

Enfin, depuis la Loi LOM⁵, les communautés de communes ont la possibilité de prendre la compétence mobilité et donc devenir autorité organisatrice de la mobilité régionale (AOM). Sur le territoire d'Indre-et-Loire, seule la communauté de communes de Chinon Vienne et Loire a choisi de prendre cette compétence (*Cf. figure 9*). Ainsi, une intervention à l'attention des agents de la DAT par une chargée de mission de la Direction Transports et Mobilités Durables a été organisée pour présenter l'impact de la LOM sur l'organisation des mobilités et par extension sur les CRST des territoires concernés. Dans le CRST, seulement les EPCI non AOM peuvent bénéficier d'une aide régionale concernant les services et études sur les questions de mobilités mais pas de différence pour les financements d'infrastructures.

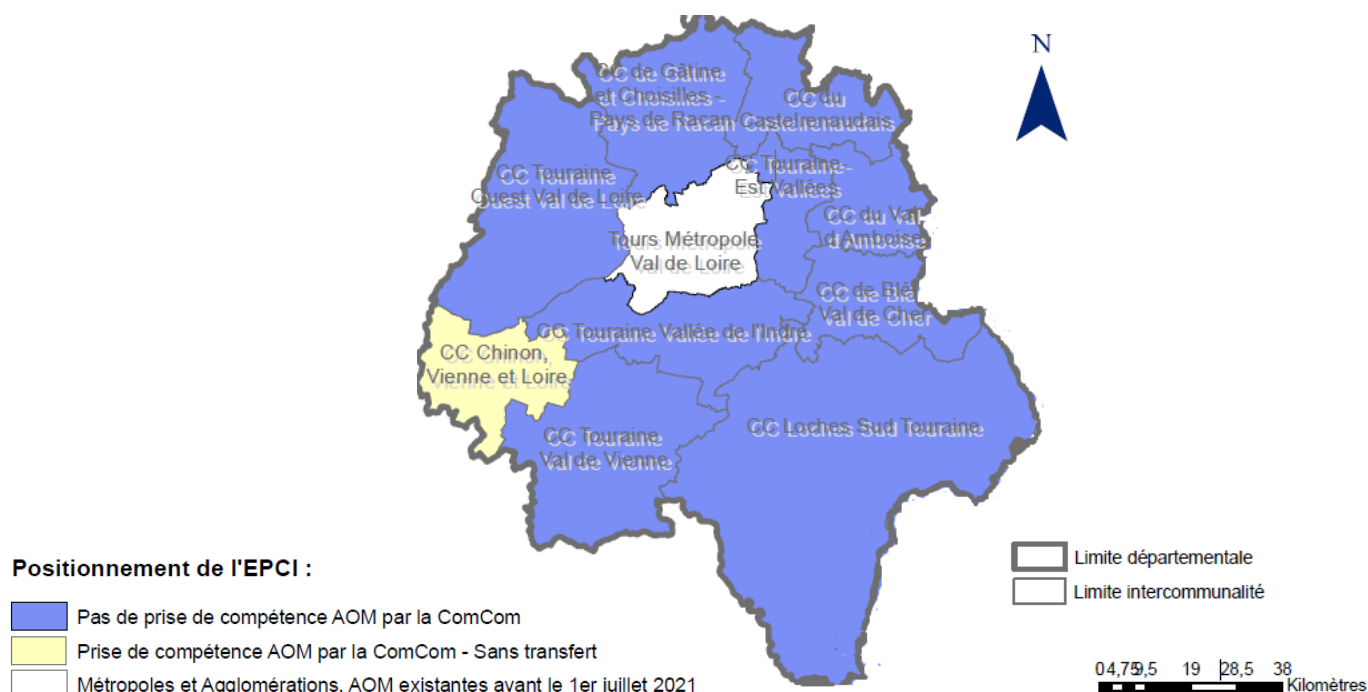


Figure 9 : Carte du positionnement des EPCI concernant la compétence Mobilité en Indre-et-Loire (Source : Fond de plan sous licence IGN (GEOFLA) - Conseil Régional Centre-Val de Loire - DTMD - Juillet 2021)

⁵ Loi d'orientation des mobilités (LOM) promulguée le 24 décembre 2019

2.4.2 Elaboration d'un rétroplanning pour le pôle aménagement du territoire

Comme évoqué précédemment, le plan de charge est assez important concernant l'aménagement du territoire à l'Espace Régional de Tours. Afin d'avoir une meilleure visibilité sur les avancées des différentes missions et la maîtrise des délais de réalisation, j'ai élaboré un retroplanning permettant d'avoir une vision d'ensemble sur les tâches faites et à faire prochainement mais également pour repérer les priorités et les urgences.

Dans un premier temps, j'ai répertorié les thématiques et décliné pour chacune le périmètre et les chantiers.

- Contrat Régionaux de Solidarité territoriale (6 périmètres)
- Schéma de Cohérence Territorial (2 périmètres)
- Contrats de Relance et de Transition Ecologique (11 EPCI)
- Dispositif Petites Villes de Demain (5 CC)
- Convention Région-Département
- Action Cœur de Ville (Chinon)
- Santé (Contrat local de Santé, suivi des projets de maison de santé pluridisciplinaires...)
- Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)
- Réunions ponctuelles (Réunions DAT, présentation 2^e ligne de Tram...)

Le plan de charge est actualisé régulièrement en fonction de la réception de nouvelles dates de réunions ou pour préciser un chantier. Ce tableau a été très utile pour mettre en évidence l'importante charge de travail sur les questions d'aménagement du territoire pour un unique chargé de mission en Indre-et-Loire. Par conséquent, le recrutement d'un deuxième chargé de mission en renfort pour 6 mois a été acté pour l'Espace Régional de Tours.

2.4.3 Rédaction d'une note au Président de la Région pour l'inauguration d'une voie verte

Les signataires des CRST s'engagent à inviter la Région à toutes les inaugurations d'aménagements financés au titre des contrats régionaux de solidarité territoriale. Lorsqu'il s'agit d'une opération marquante avec un montant de subventions important, le Président de Région ou un élu régional assiste aux inaugurations.

Ainsi, pour que le représentant de la Région puisse avoir les détails de l'opération, le chargé de mission peut faire une note avec la description du projet (contexte), l'intérêt régional du projet et le cout du projet et le plan du financement (**Cf. Annexe n°5**).

Pour rédiger cette note, je me suis entretenu avec le chef de projet « circulations douces » de la Direction du Tourisme pour avoir les détails du projet. Il s'agit d'une voie verte réalisée par la communauté de communes Loches Sud Touraine qui s'étend sur 41 km d'anciennes voies ferrées reconverties en voie de communication reversée aux cyclistes et autres randonneurs (*Cf. figure 10*).

J'ai été appuyé par la Directrice adjointe de la DAT qui a validé et envoyé la note au cabinet à l'attention de Monsieur François BONNEAU, Président de Région Centre Val de Loire.



Figure 10 : Itinéraire de la voie verte Descartes-Tournon (Source : CC Loches Sud Touraine)

4. Retour sur mon expérience au sein de la Région Centre Val de Loire

4.1 Compétences et connaissances acquises lors de mes missions

Durant mon stage au sein de l'Espace Région centre val de Loire de Tours, j'ai pu acquérir de nombreuses compétences et savoir-faire à travers les différentes missions qui m'ont été confiées.

Tout d'abord, j'ai su développer mon regard critique sur l'aménagement du territoire à travers les outils de planification comme les SCoT. Chaque territoire possède une vision des ambitions et des méthodes différentes pour aménager l'espace. Cette différence découle également des besoins qui diffèrent en fonction du type de population, de son histoire et de ses ambitions.

Lors de la rédaction de l'avis régional sur les deux SCoT, j'ai particulièrement apprécié les temps d'échange avec mon maître de stage et Stéphanie BROCHARD, chargée de mission SRADDET. Ces échanges m'ont permis de pousser ma réflexion et mon analyse sur les politiques d'aménagement, les carences et les perspectives d'amélioration à travers ce document d'urbanisme. J'ai pu également enrichir mes connaissances sur les priorités régionales en matière d'aménagement du territoire.

Que ce soit lors du suivi des dispositifs régionaux ou d'Etat, le plus intéressant était d'avoir eu la possibilité d'assister aux jeux d'acteurs entre les élus du territoire. J'ai pu alors constater les diverses tensions, désaccords ou contradictions à travers les interactions entre les acteurs locaux qu'ils soient exprimés ou larvés.

En effet, les territoires veulent affirmer leur position, ce qui engendre dans certains cas des conflits même entre les communes d'un même territoire. J'ai pu également acquérir une meilleure connaissance des divers métiers qui gravitent autour de l'aménagement du territoire (techniciens, élus, services de l'Etat...).

Il demeure donc une multiplicité d'acteurs « en mille-feuille » avec leurs propres ambitions et besoins qui interagissent entre eux. Je me suis rendu compte de l'importance du dialogue et des difficultés qu'il puisse y avoir à coordonner tous ces interlocuteurs. Ainsi, il me semble important de pouvoir comprendre les particularités et les stratégies des territoires en matière d'aménagement mais également, être capable de s'adapter aux différents contextes qui peuvent s'avérer complexes en fonction des territoires.

J'ai pu également approfondir mes connaissances sur le territoire d'Indre-et-Loire à travers les rencontres et les missions effectuées lors de mon stage. En effet, afin d'être au plus proche des acteurs locaux et de pouvoir répondre à leurs besoins, il est nécessaire de connaître le terrain mais surtout, d'être présent régulièrement aux différentes réunions (comités syndicaux, bureau, COPIL...) . Ce qui fait la force de l'Espace Régional du 37, c'est bien la présence assidue des chargés de mission sur le territoire et auprès des élus locaux qui accordent donc davantage leur confiance.

4.2 Difficultés et regard critique sur les Contrats de relance et de transition écologique

Lors de mon stage, j'ai pu constater certaines difficultés lors du suivi des contrats de relance de transition écologique reflétant un problème de fond concernant ce dispositif.

En effet, d'une part, le suivi des 11 conventions génère des impacts en plan de charge pour les services régionaux. De plus, l'intégration de la Région (représentation de l'ERCVL37 et des élus selon leur disponibilité) dans les instances des CRTE a pu se faire difficilement à l'issue des négociations multiples avec les 3 sous-préfets d'arrondissement et des difficultés persistantes sur certains territoires pour convier la Région aux COPIL. Le sentiment de mise à l'écart de la Région est appuyé davantage par le fait que les services de l'Etat et notamment, le sous-préfet n'évoque pas le lien avec le volet territorial du CPER lors de la présentation des financements au titre du CRTE.

Les financements apportés par la Région pour les CRTE correspondent aux CRST selon les disponibilités des crédits sur les contrats et selon leur périodicité. Il faut également avoir à l'esprit que certains CRST sont déjà très contraints au niveau des crédits (Pays Loire Nature et Pays Loire Touraine) nécessitant de mentionner des potentielles subventions sur les prochains CRST. Nous remarquons alors que la Région a pour objectif d'articuler le CRST avec le CRTE.

Cependant, il me semble que, mis à part le fait d'indiquer aux EPCI que certains projets du CRTE peuvent être potentiellement éligibles au CRST ou à d'autres dispositifs sectoriels, le CRTE n'apporte pas de réelle plus-value à la Région.

Il est important de mentionner également que la Région Centre Val de Loire est l'une des seules Régions à signer les CRTE. Il s'agit en réalité davantage d'une volonté politique pour affirmer la place de la Région aux côtés des territoires face à l'Etat. Cependant, nous avons remarqué une très faible représentation des élus régionaux aux comités de pilotage des CRTE qui sont censés porter les priorités régionales.

De plus, dans cet exercice, La Région devient supplétive de l'Etat au vu de la méthode d'animation des CRTE qui n'est pas structurée et se construit au fur et à mesure. En effet, les services de l'Etat nous demandent de rendre un avis sur 130 projets CRTE en 4 jours. Cependant, quelques semaines après la sollicitation, nous apprenons lors d'un comité de pilotage que la communauté de communes en question n'a toujours pas reçu nos retours. Nous observons donc soit un manque d'organisation de la part des services de l'Etat ou un manque de considération pour la Région dans ce processus.

Au cours de mon stage, j'ai pu appréhender la façon dont fonctionne une collectivité territoriale comme la Région. En effet, j'ai pu constater que malgré le temps et les efforts engagés, le plan de charge qui pèse sur l'Espace Régional d'Indre-et-Loire et plus particulièrement, en aménagement du territoire, est trop important. De plus, l'articulation avec le siège situé à Orléans n'est pas toujours simple et donc notre activité manquait de transversalité pour pouvoir agir plus efficacement.

4.3 Enrichissements personnels et professionnels

De façon autonome et proactive, j'ai pu réaliser avec succès toutes les tâches qui m'ont été confiées. J'ai été capable de m'adapter à un environnement nouveau et complexe. Ce stage fut pour moi une expérience extrêmement enrichissante. J'ai rencontré des personnes bienveillantes, qui ont su me transmettre des savoir-faire et des savoirs pertinents pour mon avenir professionnel.

Malgré ma position de jeune stagiaire, je n'ai pas rencontré de difficultés particulières. En effet, je pense avoir montré suffisamment de professionnalisme et de rigueur aux différents interlocuteurs avec qui j'ai eu l'occasion de collaborer pour être crédible.

De plus, j'ai pu développer ma maîtrise des techniques de communication (prise de parole en public, échanges avec les collègues, rédaction de rapports et notes ...) ainsi que mon sens des responsabilités. En effet, la réalisation des missions qui m'ont été confiées nécessitait de la rigueur et de la verticalité sachant que je représentais la Région pendant toute la durée de mon stage.

A travers cette immersion dans une collectivité territoriale, j'ai pu découvrir comment fonctionnent les politiques publiques en matière d'aménagement du territoire. Au-delà de la Région, j'ai pu être en contact avec les services de l'Etat, du Département, des agences gouvernementales et des élus locaux. En effet, sur le terrain, la compréhension du rôle des acteurs du territoire et de leur interaction sur les questions d'aménagement est beaucoup plus aisée et intéressante.

J'ai particulièrement apprécié la polyvalence et la transversalité de mon activité au sein de l'Espace régional. En effet, l'aménagement du territoire est à l'interface de plusieurs thèmes. J'ai pu donc m'intéresser aux questions de mobilités, d'énergie, d'environnement ou encore de tourisme. J'ai développé de la méthodologie d'action, affiné ma capacité d'analyse et mon esprit de synthèse durant la rédaction des deux avis régionaux SCoT ou des comptes rendus des comités de pilotage CRTE/PVD.

Cette expérience au sein de la Région fut également l'occasion de mobiliser et mettre en pratique les connaissances acquises durant ma formation au sein du Département Aménagement et Environnement de Polytech Tours. Tout d'abord, une connaissance préalable des documents d'urbanismes comme le SCoT et le SRADDET était un avantage pour bien cerner les attendus et les enjeux de ma première mission.

De plus, j'ai pu voir sur le terrain des notions vues en cours comme le Contrat de Plan Etat-Région, les OPAH-RU ou encore la place des pays et des communautés de communes. Les ateliers de mon option Ingénierie Territoriale et International (ITI) m'ont aussi permis d'appréhender la rencontre avec les élus, le travail en équipe et le développement local et territorial.

4.4 Réflexion sur la place de la Région concernant l'aménagement du territoire aujourd'hui

Depuis les premières lois de décentralisation, la Région est un acteur majeur en faveur du développement des territoires. En effet, les Régions sont en charge de la coordination sur leur territoire de toutes les actions en faveur de l'économie et de l'animation du développement territorial. Elles pilotent toutes les politiques en matière de transport et la prise en charge des lycées. Elles disposent de l'autorité de gestion des fonds européens depuis 2014 et sont pleinement responsables en matière de formation professionnelle depuis le 1er janvier 2015.

Au cours de mon stage au sein de la Région Centre Val de Loire, j'ai pu donc confronter une vision assez idéalisée que j'avais de la Région avec les réalités auxquelles elle est confrontée aujourd'hui concernant l'aménagement du territoire. En effet, j'ai pu constater que la Région n'a plus autant de poids qu'avant notamment à travers le dispositif des CRTE. A contrario, les EPCI prennent de plus en plus de pouvoir et montrent une envie grandissante d'indépendance. Nous pouvons noter plusieurs signes de cette volonté.

Tout d'abord, avec la loi LOM, les EPCI ont eu le choix de prendre ou non la compétence mobilité. Même si, très peu de collectivités se sont dotées de cette compétence, il s'agit d'un signe notable de la montée en puissance des EPCI. De plus, la refonte de la carte communale a permis d'élargir et de resserrer les territoires et donc de leur donner plus de poids.

Cependant, de ce fait, les EPCI ont tendance à vouloir effacer ou mettre à l'écart les pays. Par exemple, en Indre-et-Loire, les pays n'ont pas du tout été associées aux dispositifs CRTE par les EPCI sachant que ce contrat est signé à l'échelle des communautés de communes.

Avec une enveloppe totale de 83 millions d'euros pour les CRST sur le Département, la Région reste un financeur important des projets locaux à travers sa contractualisation avec les territoires. Cependant, depuis plusieurs années, l'enveloppe de certains contrats devient insuffisante.

En effet, un territoire dynamique comme le Pays Loire Touraine montre un besoin grandissant d'équipement et donc de subventions pour mener à bien ses projets. Ce qui engendre une tension importante sur les crédits des contrats et peut occasionner des logiques d'arbitrage au sein du territoire.

Malgré ces tensions, les enveloppes des contrats n'ont pas été revues depuis des années ce qui, selon moi, serait une opportunité afin de garantir l'équilibre et le développement des territoires dynamiques et donc le cadre de vie de ses habitants.

Conclusion

Pour conclure, lors de cette période de stage en tant que chargée de développement territorial, j'ai pu mettre en pratique mes connaissances théoriques acquises durant ma formation au sein du Département aménagement et environnement de Polytech Tours. Je me suis confronté aux enjeux liés à l'aménagement du territoire au cœur d'une collectivité territoriale.

Ce stage a été structurant et enrichissant pour ma part car il m'a permis d'appréhender la contractualisation régionale d'accompagnement des territoires, de suivre des dispositifs d'Etat et d'analyser les Schémas de Cohérence Territoriale du point de vue de la Région. J'ai pu participer concrètement au travers de mes missions à la mise en œuvre des politiques régionales d'aménagement.

Ce stage m'a aussi permis de comprendre les interactions et les arbitrages entre les différents acteurs locaux et d'en apprendre davantage sur le territoire d'Indre-et-Loire.

Je suis particulièrement satisfaite de cette expérience qui fut très constructive et m'a permis de répondre aux questionnements en ce qui concerne la place de la Région comme acteur incontournable de l'aménagement et du développement attractif des territoires. L'Espace Régional de Tours qui m'a accueillie pendant ce stage faisait face à une période charnière en termes de plan de charge, je suis donc très fière d'avoir pu apporter mon aide et mon expertise sur les différentes missions qui m'ont été confiées.

Forte de cette expérience qui a répondu à toutes mes attentes, j'aimerais beaucoup par la suite essayer de m'orienter mon prochain stage vers un bureau d'études. En effet, afin de découvrir de nouveaux horizons et une autre facette de l'aménagement et du développement du territoire porté par les acteurs privés. Il me semble pertinent qu'une expérience dans une structure privée comme un bureau d'études pourrait me permettre de croiser cette expérience et consolider mon projet professionnel (public/privé).

Ainsi, si mon expérience au sein de la Région me conforte dans l'idée de commencer une carrière au sein d'une institution publique, j'envisage de passer le concours d'ingénieur territorial et de ce fait, d'avoir accès à un large panel de postes polyvalents en lien avec des problématiques qui m'intéressent comme la transition écologique et énergétique.

Bibliographie

Accueil | Dev'up Centre-Val de Loire. (s. d.). Dev'up Centre-Val de Loire. Consulté 5 août 2021, à l'adresse <https://www.devup-centrevaldeloire.fr/>

Banque des Territoires. (2020, décembre 11). *Un axe ambitieux de revitalisation pour les territoires ruraux*. Banque des Territoires. <https://www.banquedesterritoires.fr/revitalisation-petites-villes-demain/programme>

Centre-Val de Loire, la Région 360°. (2020, juillet 17). Region Centre-Val de Loire. <https://www.centre-valdeloire.fr/comprendre/territoire/centre-val-de-loire-la-region-360deg>

CEREMA, O. de. (2020, juillet 8). *Le schéma de cohérence territoriale (SCoT)*. <http://outil2amenagement.cerema.fr/le-schema-de-coherence-territoriale-scot-r402.html>

CRTE | Agence nationale de la cohésion des territoires. (s. d.). Agence nationale de la cohésion des territoires. Consulté 5 août 2021, à l'adresse <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/crte>

Ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. (s. d.). *Le SCoT : Un projet stratégique partagé pour l'aménagement d'un territoire*. Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Consulté 8 juillet 2021, à l'adresse <https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/le-scot-un-projet-strategique-partage-pour-lamenagement-dun-territoire>

Petites villes de demain | Agence nationale de la cohésion des territoires. (s. d.). Consulté 5 août 2021, à l'adresse <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/petites-villes-de-demain-45#scrollNav-1>

Région Centre Val de Loire. (2019, mars 27). Les Espaces Région Centre-Val de Loire (ERCVL) : La Région à vos côtés. *Groupe SRD - Région Centre-Val de Loire*. <https://groupe-srd-regioncentrevaldeloire.fr/articles/les-espaces-region-centre-val-de-loire-ercvl-la-region-a-vos-cotes/>

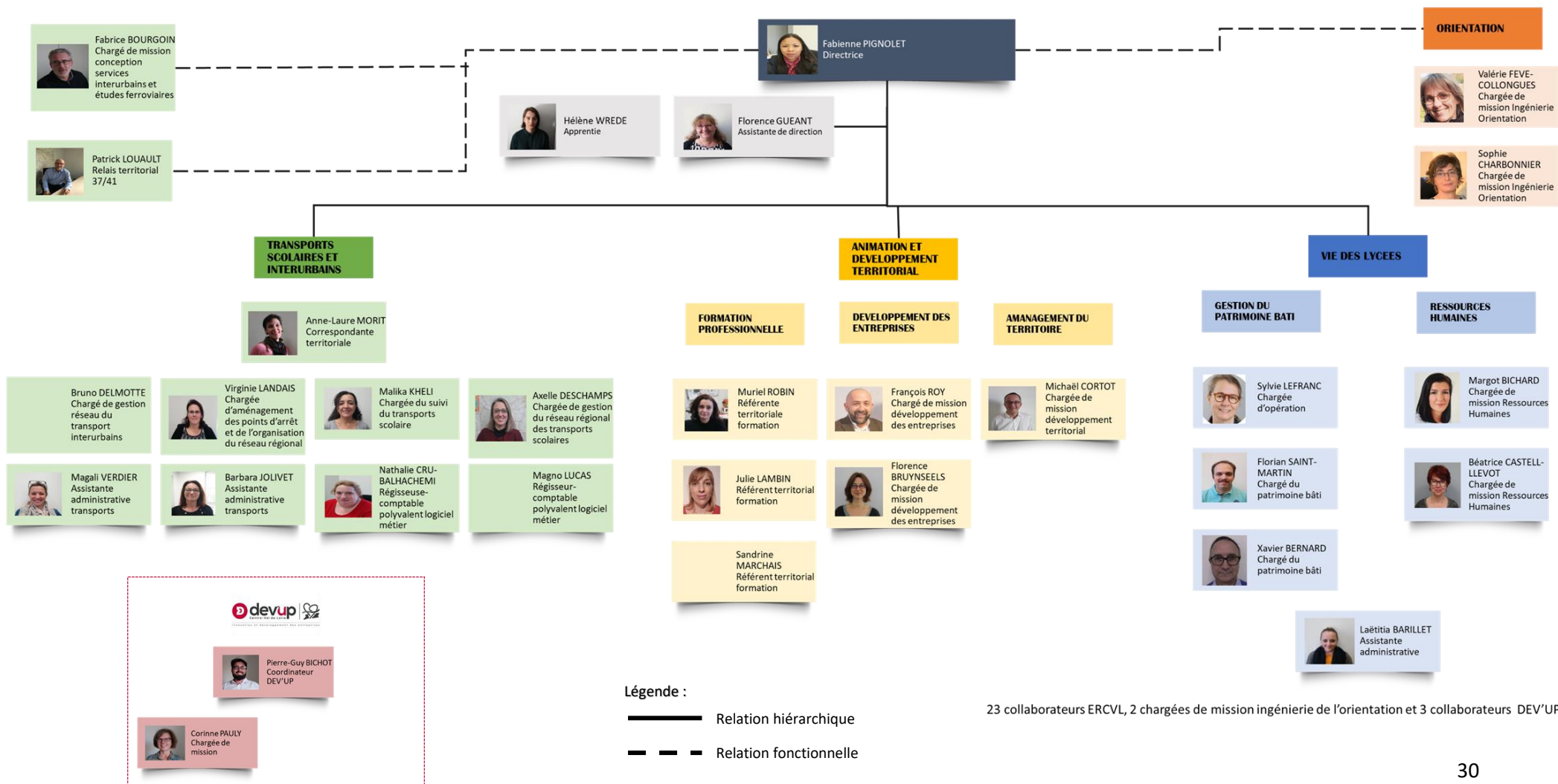
Région Centre Val de Loire. (2020, juillet 23). *Les ambitions de la Région pour l'aménagement du territoire*. Region Centre-Val de Loire. <https://www.centre-valdeloire.fr/comprendre/territoire/les-ambitions-de-la-region-pour-lamenagement-du-territoire>

Réseau de Mobilité Interurbaine. (s. d.). Rémi - Région Centre-Val de Loire. Consulté 10 août 2021, à l'adresse <https://www.remi-centrevaldeloire.fr/>

RESOLIS. (s. d.). Accueil. Consulté 5 août 2021, à l'adresse <https://resolis.org/>

Annexes

Annexe n°1 : Organigramme de l'Espace Région Centre-Val de Loire de Tours



**Annexe n°2 : Exemple mail de consultation DO pour l'avis régional du SCoT Nord-Ouest de la
Touraine**

De : LOUKILI Rita <rita.loukili@centrevaldeloire.fr>
Envoyé : mardi 11 mai 2021 10:41
À : CHAPPUIS Claire <claire.chappuis@centrevaldeloire.fr>
Cc : CORTOT Michael <michael.cortot@centrevaldeloire.fr>; PIGNOLET Fabienne
<fabienne.pignolet@centrevaldeloire.fr>; VALMAGGIA Isabelle
<isabelle.valmaggia@centrevaldeloire.fr>
Objet : Consultation avis DO - SCoT Nord-Ouest de la Touraine

Bonjour Madame CHAPPUIS,

Nous avons reçu le 27 avril 2021, le projet de SCoT arrêté du Nord-Ouest de la Touraine (Pays Loire Nature)

Dans le cadre de la phase de consultation des personnes publiques associées, nous avons 3 mois (jusqu'au 27 juillet) pour donner notre avis sur ce document.

Nous vous invitons donc à consulter les pages qui concernent votre domaine de compétence pour le PADD et le DOO :

- Les pages 27 à 32 du PADD au lien suivant : R:\CR\DVPT DES TERRITOIRES\DOCUMENTS URBANISME\SCoT\SCOT POUR CONSULTATIONS DO\Projet de SCoT Pays Loire Nature arrêté le 29-03-2021\253752919 SCOT 20210329\Pieces_ecrites\1 SCOT\253752919 SCOT_padd.pdf
- Les objectifs n°20 à 23 du DOO au lien suivant : R:\CR\DVPT DES TERRITOIRES\DOCUMENTS URBANISME\SCoT\SCOT POUR CONSULTATIONS DO\Projet de SCoT Pays Loire Nature arrêté le 29-03-2021\253752919 SCOT 20210329\Pieces_ecrites\1 SCOT\253752919 SCOT_doo_20210329.pdf

Nous attendons vos retours d'ici le **jeudi 10 juin 2021**,

Vous en souhaitant bonne réception,
Bien cordialement,

Rita LOUKILI

Stagiaire

Pôle Aménagement du Territoire

Espace Région Centre-Val de Loire (ERCVL 37)

3 Place du Général Leclerc - 37000 Tours

Tél : 07.81.99.27.52



Annexe n°3 : Avis du Conseil Régional concernant le projet de SCoT Nord-Ouest de la Touraine



D.A.T/Service développement des territoires
Dossier suivi par : Michaël CORTOT
Tél : 02.18.21.21.33
Références : D.A.T/MC/VS/21.332

Monsieur Xavier DUPONT
Président du Pays LOIRE NATURE
Président de la CDC Touraine Ouest Val
de Loire
Maire de RILLÉ
1 rue Serpentine
37340 AMBILLOU

Orléans, le 30 juin 2021

Monsieur le Président,

Le Syndicat mixte du Pays Loire Nature a arrêté le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Nord-Ouest de la Touraine le 29 mars dernier. Par courriel en date du 27 avril 2021, vous sollicitez l'avis du Conseil régional, en tant que personne publique associée, sur le projet de SCoT.

Je vous prie de bien vouloir trouver en annexe au présent courrier les observations constituant l'avis du Conseil régional sur le projet de SCoT. Les observations formulées s'appuient en grande partie sur le SRADDET, approuvé par le Préfet de région le 4 février 2020, le projet de SCoT étant soumis à une obligation de prise en compte des objectifs et de compatibilité vis-à-vis des règles générales du schéma régional.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président du Conseil régional,
et par délégation,
le Directeur Général Délégué Mobilités et
Territoires Durables

Eric MARTIN

Copie à Monsieur Pierre-Alain ROIRON, Conseiller régional

ANNEXE : Observations constituant l'avis de la Région Centre Val de Loire sur le projet de SCoT

SCoT Nord-Ouest de la Touraine

Observations constituant l'avis de la Région

Le projet de SCoT arrêté en mars 2021 constitue le deuxième sur ce territoire, après l'approbation du premier en 2009. A cet égard, le Conseil régional note en préambule qu'il serait intéressant que le Pays précise dans quelle mesure les enseignements de la mise en œuvre du premier SCoT (rappelés dans la délibération datant de 2015) ont été tirés dans le projet de deuxième SCoT.

De manière générale et transversale, le diagnostic pose les constats et les enjeux du territoire sans traiter toutefois les thématiques de l'énergie et des déchets, pourtant importantes au regard de leurs implications en termes d'aménagement de l'espace.

Dans le document d'orientation et d'objectifs (DOO), ce qui relève de prescriptions d'une part, de recommandations d'autre part mériterait d'être explicitement et visuellement distingué pour faciliter la lecture du document.

Le Conseil régional note par ailleurs que le projet de SCOT ne précise pas dans quelle mesure il prend en compte les objectifs du SRADDET et est compatible avec les règles générales du schéma régional. Notamment, l'évaluation environnementale pourrait être complétée sur ce point au-delà du rappel des objectifs du SRADDET.

Démographie :

Ce que prévoit le projet de SCoT : la poursuite de l'accroissement démographique pour atteindre 65 000 habitants en 2040 contre 54 800 en 2015, en lien avec la dynamique de la métropole tourangelle, et le maintien d'une présence forte des familles (2,24 personnes par ménage à horizon 2040)

Le scénario démographique retenu projette un rythme d'augmentation de population (0,7% par an) constant par rapport à l'évolution observée sur la période 2010-2015 mais supérieur à celui envisagé à l'échelle départementale par l'Insee entre 2013 et 2050 (0,39% par an). Il prolonge la dynamique de desserrement de l'agglomération tourangelle.

Lors de la mise en révision du SCoT en 2014 il avait été constaté l'arrivée d'un nombre de nouveaux habitants inférieur aux prévisions de 2009, faisant des projections démographiques l'un des points à réinterroger dans le nouveau SCoT. Les besoins en terrains, logements, équipements, etc. étant étroitement liés aux objectifs démographiques, ces derniers font l'objet d'une vigilance particulière de la part de la Région.

La situation différenciée sur le territoire des deux intercommunalités (croissance démographique plus faible pour la CC Touraine Ouest Val de Loire et population plus jeune pour la CC Gâtine et Choissilles – Pays de Racan) mérite également d'être bien prise en compte dans le projet du territoire et dans la déclinaison du SCoT non seulement en matière d'habitat, mais également d'équipements, de mobilités, ...

Armature territoriale et coopérations :

Le SRADDET fixe les règles générales suivantes (n°1) Renforcer les coopérations territoriales, (n°2) Tenir compte de l'armature territoriale régionale et (n°3) Garantir et renforcer les fonctions de centralités des pôles urbains et ruraux sur les territoires.

Ce que prévoit le projet de SCoT : un projet spatial organisé autour de 4 unités territoriales (plateau lacustre et forestier, axe ligérien, gâtine périurbaine, trois vallées) qui englobent 7 bassins de vie, une armature composée d'un bi-pôle (Langeais-Cinq-Mars-la-Pile), 7 pôles d'équilibre internes, 8 bourgs à dynamiques périurbaines (tous situés dans l'unité « gâtine périurbaine »), 35

bourgs et villages, ainsi que deux autres types de pôles : des "bourgs complémentaires" (Ambillou et Pernay) et des pôles touristiques.

L'armature territoriale définie, qui totalise 52 pôles pour 47 communes sur le territoire, est relativement complexe à appréhender. Cette armature tient compte de l'accès à aux services et équipements, mais ne semble pas infléchir la localisation préférentielle des nouveaux logements (matérialisée sur une autre carte, p.51 du DOO). Les deux "bourgs complémentaires" sont situés en-dehors des bassins de vie et leur spécificité par rapport aux autres catégories de pôles n'apparaît pas de façon évidente. Quant aux pôles touristiques, ils peuvent concerner des communes ou correspondre à une partie d'un bassin de vie (Les 2 cartes présentées dans le PADD et le DOO pourraient en outre être harmonisées.)

Par ailleurs, les interconnexions apparaissant peu nombreuses entre les pôles des différents bassins de vie, à ce titre la vision portée dans le projet de SCoT s'agissant des liens entre ces bassins de vie pourrait être détaillée. Le rôle joué sur le territoire par le bi-pôle Langeais-Cinq-Mars-la-Pile mériterait en outre d'être davantage explicitée dans l'ensemble du projet de SCoT.

Quant à la volonté affichée de développer les coopérations interterritoriales avec la vallée du Loir, on peut s'en féliciter. Il serait intéressant que le projet de SCoT puisse détailler des pistes de coopérations au-delà de celles développées en-matière de développement touristique.

Enfin, la seule mention du SRADDET dans le DOO est une référence au « Val de Loire », l'un des 3 ensembles territoriaux qui y sont identifiés, dont il s'agit de valoriser les spécificités et atouts. Cette référence est faite dans le cadre du positionnement de l'unité territoriale "axe ligérien" du SCoT comme "axe structurant de développement" ayant vocation à accueillir 35 à 40% de l'offre nouvelle de logements d'ici 2040 "majoritairement sur le Langeaisien compte tenu des contraintes territoriales du Bourgueillois (AOC, zone inondable)".

Pour rappel, les ambitions portées dans le SRADDET pour l'ensemble territorial « Val de Loire », qui englobe l'ensemble du territoire du Pays, concernent la limitation de l'étalement urbain, la préservation et la valorisation des richesses patrimoniales, naturelles et culturelles, la pérennisation de la dynamique économique ligérienne. Sur ce dernier point notamment, le projet de PADD fait référence aux contrats de réciprocité signés entre la Métropole de Tours et chacune des intercommunalités du territoire.

Habitat / Logement

*Le SRADDET s'adresse aux SCoT dans la règle générale n°14 dans laquelle il leur est demandé de « **Définir une stratégie partenariale en matière d'habitat** » en mettant en place une réflexion partenariale ainsi que dans la règle générale n°15 qui vise à « **Prioriser la reconquête de la vacance des logements pour disposer d'une offre renouvelée de logements adaptés aux besoins et contribuer à la limitation de l'étalement urbain** ». Deux autres règles générales se rapportent à la maîtrise du foncier à vocation résidentiel : (n°6) « **Définir une part minimale de l'offre nouvelle de logements en renouvellement urbain et réhabilitation de l'existant** » et (n°7) « **Définir des objectifs de densité de logements pour les opérations d'aménagement** ».*

Ce que prévoit le projet de SCoT : produire 5 044 logements d'ici 2040 selon une répartition établie à l'échelle des 4 unités territoriales (soit 250 par an approximativement, contre 239 logements mis en chantier chaque année entre 2007 et 2016), avec un minimum de 25 % de la production en renouvellement urbain (avec exceptions possibles pour les communes concernées par les risques inondation et mouvements de terrain) et un objectif de densité de 15 logements à l'hectare minimum dans les projets d'extension ; abaisser le taux de vacance du parc de logement pour tendre vers 7% ; poursuivre/stabiliser la trajectoire visant à abaisser la taille moyenne des parcelles

Le besoin en logements estimé est peu explicité au regard des projections démographiques (accueil de 10 200 habitants supplémentaires, phénomène continu mais à un rythme plus faible de desserrement des ménages). Le projet de SCoT mérite d'être davantage justifié sur ce point.

L'objectif de tendre vers un taux de vacance de 7% en 2040 est positif, mais au vu des disparités au sein du pays sur cet aspect, il mériterait d'être détaillé en cohérence avec la règle générale n°15 du SRADDET (secteurs d'intervention prioritaires ? leviers d'actions ? ...).

A strictement parler, le fait d'inscrire un minimum de 25 % de la production de logements en renouvellement urbain rend certes le projet de SCoT compatible avec la règle générale n°6 du

SRADDET, mais paraît insuffisamment ambitieux dans la mesure où il s'agit du pourcentage minimal constaté sur les années passées (certaines communes atteignant quasiment le double), des exceptions sont prévues et cela n'indique pas que le SCoT priorise l'optimisation du potentiel foncier identifié dans les espaces déjà urbanisés et équipés comme attendu dans la règle générale n°5. La formulation dans l'orientation 7 serait d'ailleurs à harmoniser, moins précise que celle retenue dans l'orientation 3 en ne faisant pas référence à un minimum de 25% mais à un ordre de grandeur.

De la même façon les formulations ne sont pas homogènes s'agissant des objectifs de densité de logements. La règle générale n°7 du SRADDET demande à ce que les objectifs définis portent non seulement sur les opérations en extension mais également en renouvellement.

Par ailleurs, la prescription relative à la taille des parcelles est intéressante et mériterait d'être appuyée par les indications chiffrées dont le Pays dispose (cf. rapport de justification).

Le Conseil régional note enfin que les logements sociaux seront prioritairement situés en cœur de ville et de bourg (à proximité des commerces et services) et que la prise en compte des besoins pour personnes âgées et jeunes est renvoyée aux programmes locaux de l'habitat à l'échelle de chaque EPCI.

Artificialisation des sols / consommation foncière

Le SRADDET comporte deux **cibles prescriptives** pour le territoire régional relatives à la consommation de foncier et l'artificialisation des sols. Le SCoT doit donc **prendre en compte** ces objectifs qui consistent à **Diviser par deux la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers d'ici 2025 et Réduire l'artificialisation des espaces agricoles, naturels et forestiers, en particulier en recyclant au maximum le potentiel des friches, pour tendre vers un solde zéro mesuré à l'échelle régionale en 2040.**

Par ailleurs, le SRADDET comporte deux règles générales avec lesquelles tout nouveau SCoT doit être compatible : (n°4) « **En vue de préserver les espaces agricoles et forestiers, identifier les secteurs agricoles et sylvicoles pouvant faire l'objet d'une protection renforcée** » et (n°5) « **Prioriser l'optimisation du potentiel foncier identifié dans les espaces déjà urbanisés et équipés** ».

Ce que prévoit le projet de SCoT : un foncier maximal à mobiliser en extension d'ici 2040 :

- pour l'habitat, de **253 ha** (155-156 ha sur le périmètre de la CC Touraine Ouest Val de Loire et 98-99 ha sur celui de la CC Gâtine Choissilles - Pays de Racan).
- pour l'activité économique, de **200 ha** (58 ha sur le périmètre de la CC Touraine Ouest Val de Loire et 142 ha sur celui de la CC Gâtine Choissilles - Pays de Racan).

Les besoins fonciers en extension identifiés dans le projet de SCoT pour la période 2020-2040 à correspondent à une consommation foncière annuelle moyenne projetée de 12,65 ha pour l'habitat et 10 ha pour les activités économiques. Le projet de SCoT n'identifie pas le nombre d'hectares qui pourraient être mobilisés à l'intérieur du tissu urbain existant.

Au regard des données figurant dans le diagnostic, cela correspond par rapport à la période passée à une baisse de 70% de la consommation foncière annuelle moyenne pour l'habitat mais à une hausse de 89% pour les activités économiques. Le Conseil régional considère que le projet de SCoT ne fournit pas la justification en l'état de ces besoins en foncier, notamment au regard de la commercialisation et de la production passée de foncier économique (le bilan du premier SCoT ayant pointé le « faible taux de remplissage des principales zones d'activités économiques »). Le calcul effectué par le Pays, qui porte sur l'évolution des secteurs d'aménagement entre le premier SCoT et le projet de deuxième SCoT ne peut constituer une justification à cet égard : le projet de deuxième SCoT ne peut réellement « rendre 136 ha » au socle agronaturel puisque ces hectares n'ont pas été artificialisés. Il vient corriger la surestimation dans le premier SCoT du besoin foncier pour les zones d'activités économiques.

Ainsi, ce que prévoit à ce stade le projet de SCoT ne permet au Pays de s'inscrire en cohérence avec la trajectoire du SRADDET. Le projet de SCoT ne mobilise pas à ce stade l'ensemble des leviers qui permettraient de réduire la consommation foncière. Le projet de SCoT gagnerait à identifier les principales friches pour lesquelles les plans locaux d'urbanisme (PLU) devront analyser le potentiel de valorisation / reconversion. Le DOO devrait par ailleurs davantage prescrire de prioriser en premier lieu la mobilisation des bâtis et espaces vacants et en friches, et en second lieu la densification douce (y compris à l'intérieur des zones d'activités économiques dans une logique d'économie circulaire), avant d'envisager en dernier recours et sous conditions les extensions. Enfin, il pourrait être envisagé de séquencer dans le temps les besoins fonciers estimés.

Au vu des enjeux et objectifs du Pays s'agissant de l'agriculture, et pour être compatible avec la règle générale n°4 du SRADDET, il serait important que le SCoT pré-identifie (plus précisément) les

secteurs agricoles et sylvicoles pouvant faire l'objet d'une protection renforcée et qu'il demande aux collectivités porteuses de PLU d'une part d'affiner l'identification et la caractérisation de ces secteurs agricoles et forestiers, et d'autre part d'envisager la mise en place de périmètres et/ou dispositifs de protection renforcée (zones agricoles protégées par exemple).

Développement économique

*Pour amplifier son rayonnement et œuvrer pour une croissance partagée, la Région Centre-Val de Loire souhaite travailler collectivement à l'amélioration des conditions nécessaires au développement économique et touristique. Cette ambition se reflète dans l'objectif 10 du SRADDET « **Une qualité d'accueil et une attractivité renforcée pour booster notre développement économique et touristique** » qui doit être pris en compte dans le projet de SCoT.*

Le territoire a procédé à la hiérarchisation dans le DOO des zones d'activités économiques. Il serait opportun que des dispositions relatives à l'extension et l'aménagement de ces zones soient renforcées, notamment pour limiter leur impact sur la *consommation* foncière, notamment via la mutualisation d'espaces et la densification de ces zones, ou encore l'encouragement au développement de l'Ecologie Industrielle Territoriale en vue d'optimiser les ressources présentes et réduire l'impact environnemental des activités.

Le volet économique du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) mériterait d'être détaillé. Notamment, les filières et les activités dont le territoire souhaite prioritairement encourager le développement pourraient utilement être davantage développées (au-delà des activités liées à l'agriculture et aux matériaux biosourcés), de manière à anticiper leur impact territorial.

S'agissant plus particulièrement de l'agriculture, elle est traitée dans l'axe patrimonial du PADD et non à travers l'enjeu économique, néanmoins, le PADD aborde de manière transversale cette question (foncier, renouvellement, projet alimentaire de territoire, ...) avec le volet lié à l'adaptation au changement climatique qui gagnerait à être traitée également dans le DOO.

Enfin, le projet de SCoT n'aborde pas le sujet de la reconquête des friches économiques, qui pourrait constituer un sujet d'investigation pour identifier le potentiel prioritaire de remobilisation de foncier artificialisé.

Développement touristique

La stratégie touristique du projet de SCoT paraît relativement ambitieuse au regard de la capacité d'hébergement du territoire qui est plutôt limitée, exception faite de la partie ligérienne avec Langeais sous influence de l'agglomération tourangelle et le bourgueillois tourné vers le Saumurois et de la frange nord qui appartient au bassin versant de la vallée du Loir.

Dans l'objectif 33 du DOO, l'ambition de diversifier l'offre d'hébergements en appui de la filière « circulations douces » est cohérente avec la Stratégie régionale. Si la mise en tourisme des boucles cyclables et itinéraires de randonnées, par le soutien à la création d'un hébergement adapté, est nécessaire, il est cependant étonnant qu'aucune action ne soit prévue dans ce cadre sur l'hôtellerie de plein air, qui constitue une part non négligeable de l'offre et qui apparaît comme étant un type d'hébergement bien adapté à l'accueil des randonneurs.

Sur cet aspect, à titre d'information, la Région a développé un outil polyvalent, la CAP hébergement touristique pour tous, qui permet d'aider la création et la modernisation d'une large gamme d'hébergements touristiques, y compris des hébergements adaptés à la pratique du cyclotourisme (abricyclos). Ces aides permettent également d'agir en matière de qualité des services et équipements (l'un des aspects fondamentaux pour attirer et fidéliser les clientèles), la transition énergétique et la promotion d'écolabels, outil qu'il apparaît cohérent de développer quand l'objectif est de promouvoir le tourisme de nature.

Ainsi, le développement d'hébergements diversifié nécessitera d'analyser en amont les flux de fréquentation et ses possibilités d'évolution et de l'existence, ou non, d'activités touristiques à

proximité. Il faudra ainsi veiller à ce que les nouvelles structures ne viennent pas concurrencer des structures déjà existantes.

L'offre des boucles cyclotouristiques réalisées il y a plus de 15 ans mériterait une mise à niveau avec des équipements d'accueil complémentaires et une thématization plus approfondie. Dans le domaine équestre, il est nécessaire d'identifier et de soutenir les centres équestres se diversifiant vers le tourisme (balade et itinérance montée ou attelée) et de faire rayonner les circuits autour de ces entreprises agricoles précieuses pour l'animation des territoires ruraux.

Formation

*Le Région Centre Val de Loire considère la formation comme un élément essentiel d'équilibre et d'égalité des territoires. A travers l'objectif 9 du SRADDET « **L'orientation des jeunes et la formation tout au long de la vie : piliers de l'emploi**, l'ambition régionale est de poursuivre le déploiement des formations répondant toujours plus fortement aux besoins de compétences des entreprises et aux attentes des personnes en termes d'insertion par l'emploi.*

Les propositions concernant l'accompagnement de nouvelles formes d'activités et de formation s'inscrivent dans le cadre du déploiement du nouveau Programme Régional de Formations 2021-2024 et dans les enjeux soutenus par le Pacte régional pour l'investissement dans les compétences 2019-2022.

Le projet de SCoT identifie la promotion du télétravail comme un enjeu fort pour le territoire. Le Conseil Régional développe la FOAD (formation à distance) depuis plusieurs années en étroite collaboration avec les organismes de formation pour favoriser cette modalité d'apprentissage. La Région souhaite en effet développer et inscrire durablement de nouveaux modes de formation incluant davantage le numérique (mixte/blended, 100% distance, réalité virtuelle ou augmentée). Par ailleurs, la crise sanitaire a été un véritable « accélérateur », permettant de faire évoluer l'appareil de formation en ce sens.

De plus, dans la perspective d'encourager la création de lieux ressources et de développement des filières de formation professionnelle, la Région Centre Val Loire a pour volonté de développer l'équipement et la modernisation d'espaces de formation sectoriels ou techniques à travers son appel à projets « Tiers lieux de compétences ». Les objectifs portés par les Tiers Lieux de compétences sont l'ancrage avec les besoins du territoire /les entreprises/les publics et permettre l'accès à la formation à distance, en proximité, avec un accompagnement technique et un exercice de la multimodalité.

La Région Centre, dans sa compétence en matière de déploiement de la formation professionnelle, souhaite s'associer à la réalisation des objectifs fixés par le PADD, notamment en optimisant le maillage territorial sur ce secteur géographique, et cela afin de répondre aux besoins de compétences des entreprises du territoire.

Biodiversité

*Pour rappel, le SRADDET demande au SCoT via la règle n°36 « **d'identifier et d'intégrer les continuités écologiques à l'échelle des territoires dans un document cartographique** », dans la règle n°37 « de définir des dispositions nécessaires à la préservation et à la restauration des continuités écologiques et du réseau Natura 2000 », dans la règle n°38 « **de préserver la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques identifiés localement et du réseau Natura 2000, dans le cadre de la planification du territoire** », dans la règle n°39 « **de préserver la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques identifiés localement, dans le cadre des projets** » et dans la règle n°40 « **d'identifier les mares, les zones humides, les haies bocagères et les pelouses sèches et calcicoles présentes dans les secteurs d'aménagements définis dans les documents d'urbanisme** ».*

Si le projet de SCoT porte une partie des objectifs définis dans le SRADDET, plusieurs points d'amélioration sont toutefois identifiés.

En effet, le PADD identifie des sous-trames (milieux humides et aquatiques, boisements alluviaux, pelouses sèches, prairies, landes, milieux cultivés), mais de façon essentiellement descriptive. Les modalités de protection, voire de restauration mériteraient d'être exprimées dans le PADD et plus encore dans le DOO.

Le DOO comporte notamment une carte de la trame verte et bleue (p.32), qui ne permet pas d'identifier à quelles sous-trames les noyaux de biodiversité et corridors écologiques correspondent (cf. règles générales n°36 et n°40 s'agissant des mares, zones humides, haies bocagères et pelouses sèches et calcicoles). Ce constat a été dressé par le Pays lors du bilan du premier SCoT considérant un « manque de précision dans la définition des continuités écologiques ». Le SCoT pourrait demander aux PLU(i) d'affiner ces connaissances, ce qui est prévu uniquement pour les zones humides à ce stade.

Par ailleurs les obstacles majeurs aux continuités écologiques ne semblent pas être identifiés (cf. règle générale n°36), ni même les modalités de restauration de ces continuités.

En outre, parmi les gîtes à chauve-souris d'importance régionale ou nationale identifiés à l'échelle régionale, plusieurs sont localisés sur le territoire du Pays, sans mention dans le projet de SCoT. L'élaboration d'une trame noire pourrait être recommandée.

Ensuite, l'objectif 2 du DOO (« maintenir le fonctionnement des corridors écologiques ») mériterait d'être complété afin de contribuer également à la restauration des espaces fragilisés (règle générale n°37) et ajustée pour demander en cas d'incidence négative l'application de toute la séquence éviter – réduire – compenser (et non seulement la définition de mesures compensatoires), en particulier pour les sous-trames régionales prioritaires (cf. règle générale n°38).

Le projet de DOO pourrait intégrer des préconisations concrètes par exemple sur des secteurs pour lesquels des plantations de haies, d'arbres sont attendus pour freiner les transferts de pollution diffuse agricole vers les cours d'eau, pour développer des corridors écologiques et pour structurer et améliorer la qualité paysagère. Concernant les secteurs d'intérêt écologique à protéger et les dispositions afférentes, il serait possible de mentionner et de s'appuyer sur les protections foncières existantes (réserves naturelles régionales, espaces naturels sensibles, sites du Conservatoires d'espaces naturels...) ainsi que sur les dispositifs contractuels existants (en lien en particulier avec le Parc naturel régional).

Enfin la prise en compte de la nature « ordinaire » tel que prévu dans le DOO est pertinente. Il pourrait être intéressant d'approfondir le projet de SCoT sur ce point pour mettre en avant le rôle de corridor que la biodiversité ordinaire peut jouer entre les noyaux de biodiversité.

Paysages et patrimoine

La partie paysage et patrimoine est bien développée et traitée dans le PADD, que ce soit en termes de perception et d'intervention, s'agissant du grand paysage et de proximité topographique (en cohérence avec la règle générale n°13 du SRADDET « **Préserver et valoriser le patrimoine architectural, urbain et paysager** »). Le volet architectural est étayé dans le DOO, pour promouvoir l'architecture contemporaine de qualité.

Il pourrait en outre être intéressant d'aborder cette thématique davantage en transversalité avec d'autres enjeux : risques naturels et industriels, développement des énergies renouvelables, mobilités en particulier (notamment en lien avec la règle générale n°8 du SRADDET « **Intégrer les principes d'urbanisme durable** »).

Gestion des risques

Le SRADDET indique dans la règle n°34 « **d'identifier l'impact et la vulnérabilité au changement climatique et définir une stratégie d'adaptation des territoires (eau, risques, confort thermique, agriculture, sylviculture)** ». De plus la règle n°35 préconise « **d'améliorer la qualité de l'air par la mise en place au niveau local d'actions de lutte contre les pollutions de l'air** ».

La question de la gestion des risques et la préservation de la santé des habitants du territoire est abordée dans le projet de SCoT à travers plusieurs objectifs.

Concernant l'objectif 24 du DOO « sensibiliser les nouveaux habitants aux économies d'énergies », il s'agit d'une initiative qui peut s'étendre également aux occupants du bâti ancien. A ce titre, dans le cadre de la COP régionale, la Région promeut des défis citoyens pour le climat visant à sensibiliser et accompagner les changements pratiques des habitants sur différents thèmes (alimentation, énergie, biodiversité...) afin d'avoir un impact environnemental moindre dans sa vie quotidienne.

L'Objectif 25 préconise de veiller à la Qualité de l'Air. Afin d'agir concrètement à ce titre, il est possible de mettre en place des actions de sensibilisation à la qualité de l'air à travers notamment, le plan régional santé environnement et plan régional de sensibilisation des habitants de la Région Centre-Val de Loire aux enjeux des perturbateurs endocriniens.

Concernant les risques naturels, et plus particulièrement les inondations, il pourrait être intéressant de préciser la nécessaire prise en compte de la problématique de gestion des déchets lors de situations exceptionnelles telles que des inondations, via les Plans communaux/intercommunaux de sauvegarde.

Mobilité

Pour mémoire, le SRADDET comporte les cibles prescriptives suivantes : ***Diminuer la part de la voiture individuelle solo dans les déplacements de 5 points en 2030 et 20 points en 2050 et conformément au plan national vélo, augmenter la part modale du vélo dans les déplacements pour atteindre 9 % en 2025 au niveau régional.*** Par ailleurs, la règle générale n°16 du SRADDET est énoncée ainsi : « ***Fixer un objectif de baisse de la part modale de la voiture individuelle solo et un objectif d'amélioration de l'efficacité énergétique et de diminution des GES dans le secteur des transports*** ».

Les règles générales suivantes portent également sur la thématique « transports et mobilités, rappelons en particulier les n°19 « Favoriser l'information, la distribution et les tarifications multimodales partout en région » et n°27 « Favoriser les déplacements par modes actifs dans l'espace public ».

Le projet de SCoT traite le sujet des transports et mobilités : les orientations relatives à la mobilité développées dans le PADD vont dans le sens des objectifs du SRADDET et le sujet du vélo est bien abordé. Toutefois il ne fixe pas d'objectif de baisse de la part modale de la voiture individuelle solo, ni un objectif d'amélioration de l'efficacité énergétique et de diminution des gaz à effet de serre dans le secteur des transports comme le demande la règle générale n°16 du SRADDET. Cela permettrait au Pays, tout en concourant à l'atteinte de l'objectif régional, de rendre le projet territorial du territoire plus lisible en la matière.

Pourrait également être utilement cité le rôle d'information des communes et des intercommunalités sur les transports existants, pour mieux faire connaître l'offre (cf. règle générale n°19). En effet, si l'offre ferroviaire est généralement assez bien connue des habitants et actifs du territoire, le reste de l'offre de transport Rémi, ainsi que les autres solutions de mobilité existantes sur le territoire le sont moins, d'où l'intérêt d'informations ponctuelles, par exemple par le biais des journaux municipaux. L'expérience montre notamment que le développement du covoiturage, souhaité par le territoire, nécessite également des campagnes d'information soutenues.

La loi d'orientation des mobilités de décembre 2019 est venue par ailleurs modifier et compléter les répartitions de compétence entre les acteurs territoriaux. Les deux Communautés de communes de votre territoire ont fait le choix de ne pas prendre la compétence mobilité et ont souhaité travailler en articulation avec la Région afin d'améliorer ensemble les mobilités offertes aux habitants du territoire. Nous sommes tout à fait favorables à cette collaboration, avons proposé des pistes de travail, et préparons des cadres d'intervention pour ce faire.

Le renouvellement de la délégation de service public des cars Rémi 37 interviendra au 1^{er} janvier 2023. La préparation de ce renouvellement constitue un temps fort d'analyse du réseau de transport et de recherche d'améliorations. En particulier, il devrait être l'occasion d'étendre le transport à la demande sur l'ensemble du territoire. Il sera fait en lien avec les besoins exprimés par les territoires, a fortiori dans un plan de mobilité élaboré localement.

La Région note l'intérêt du territoire pour l'organisation de l'intermodalité autour de pôles de mobilité locaux et de lieux d'intermodalité aux portes de la Métropole de Tours. Afin d'assurer une desserte efficace aux voyageurs Rémi, la Région reste vigilante aux conséquences des ruptures de charges, lorsque des services directs d'accès notamment au cœur de la métropole existent aujourd'hui.

Enfin, le Conseil régional prend note du souhait exprimé dans le projet de SCoT de favoriser la création d'un terminus technique à Langeais, et de la possibilité mentionnée d'en mettre en place deux autres à Château du Loir et Saint Patern Racan. SNCF Réseau a engagé une démarche d'études sur l'étoile ferroviaire de Tours. La Région souhaite qu'une concertation soit réalisée avant de se projeter sur des aménagements utiles, en lien avec des évolutions éventuelles de la desserte, et les modalités de financement associées. A ce jour, aucun de ces aménagements n'a été acté par SNCF Réseau à notre connaissance.

Transition énergétique

Le SRADDET affiche des objectifs ambitieux en matière de transition énergétique. Notamment, la règle générale n°29 indique « Définir dans les plans et programmes des objectifs et une

stratégie en matière de maîtrise de l'énergie (efficacité énergétique, sobriété énergétique) et de production et stockage d'énergies renouvelables et de récupération ».

Le projet de SCoT ne contribue pas au diagnostic territorial sur les sujets liés à l'énergie (notamment s'agissant de l'inventaire des potentiels d'implantation sur des délaissés, mentionné dans la règle générale n°29 du SRADDET).

Il est toutefois prévu dans le PADD d'encourager la diversification des sources d'énergie et donc la production d'énergie renouvelable en utilisant les ressources locales, sans que la stratégie territoriale soit davantage précisée, le projet de SCoT renvoyant vers le PCAET. Même si les objectifs sont fixés dans le PCAET, il serait intéressant de les rappeler dans le projet de SCoT et de préciser les implications en termes d'aménagement et d'urbanisme.

Le DOO comporte par ailleurs des mesures demandant aux PLU(i) de prévoir les règles adéquates pour la maîtrise des consommations d'énergie, la promotion et l'encadrement de la production d'énergies renouvelables ainsi que le développement des aménagements bioclimatiques.

Déchets / Economie circulaire

Le projet de SCoT ne comporte pas de réflexion sur la réduction des déchets et le développement de l'économie circulaire et de l'écologie industrielle et territoriale alors que le sujet mérite d'être analysé et traité dans le SCoT, notamment dans le cadre des ouvertures à l'urbanisation ainsi que de l'aménagement et de la gestion des zones d'activités économiques.

La Région encourage le territoire à approfondir la réflexion dans ce domaine, en cohérence avec les règles générales n° 42 « **Tenir compte des objectifs et contribuer à la mise en œuvre des plans d'actions sur les déchets et l'économie circulaire** » et n°47 « **Intégrer l'économie circulaire dans les stratégies de territoire et favoriser le développement de l'écologie industrielle et territoriale** » du SRADDET.

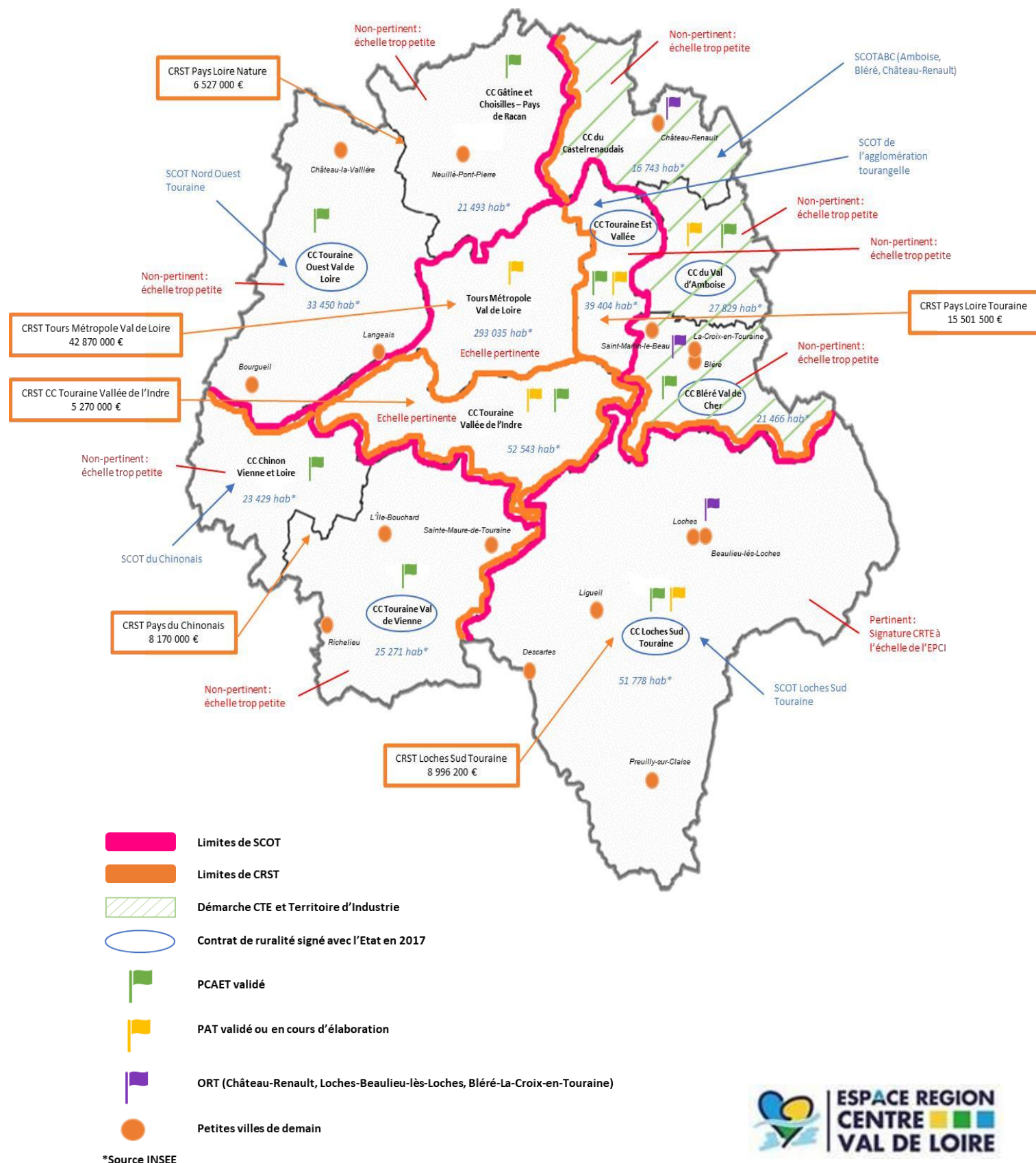
Ainsi, le Conseil Régional propose des pistes de réflexion et d'amélioration sur le thème des déchets et de l'économie circulaire pour le projet de SCoT en lien avec la Loi Anti-Gaspillage et Economie circulaire du 10 février 2020.

En premier lieu, lors de la **création de nouveaux logements**, il serait intéressant d'intégrer la problématique de la gestion des déchets (ex : zones de compostage individuel et/ou collectif par exemple). Également, en plus de l'utilisation de matériaux biosourcés, il pourrait être prévu d'utiliser des matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation, pour réduire l'impact environnemental des projets.

La réhabilitation du parc existant pourrait également viser à favoriser le réemploi, la réutilisation des produits et matériaux, avec l'élaboration de diagnostics Produits, Matériaux, Déchets en amont pour les opérations de restructuration, rénovation. De plus, les aménagements de voies pourraient intégrer des matériaux recyclés (Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte).

Enfin, en ce qui concerne **la méthanisation**, il serait pertinent d'intégrer dans la « structuration de réseaux locaux de valorisation », la question des biodéchets, qui devront être triés à la source pour tous les producteurs avant le 31/12/2023 et qui devront donc trouver des exutoires adaptés (par exemple hygiénisation).

Annexe n°4 : Carte des contrats en Indre-et-Loire en 2021 (Auteur : Hélène WREDE)





Orléans, le 2 juillet 2021

NOTE à l'attention du Président François BONNEAU (via transmission au cabinet : François Bertrand)

Objet : Point Presse - Inauguration du premier tronçon de la voie verte du Sud Touraine le 9 juillet 2021 à 10h en Gare de Chaumussay (37)

D.A.T./RL/VS/21.71

Visa : Isabelle VALMAGGIA VU

1. Description du projet

Le premier tronçon de la voie verte du Sud Touraine entre Descartes et Preuilly sur Claise s'inscrit dans la continuité de la véloroute « Touraine Berry à Vélo » opérationnelle depuis plusieurs années entre Argenton-sur-Creuse et Tournon Saint-Martin sur 70 km.

Cette nouvelle portion d'itinéraire réalisée par la Communauté de Communes Loches Sud Touraine **s'étend sur 41 km** d'anciennes voies ferrées reconverties en voie de communication reversée aux cyclistes et autres randonneurs. La seconde tranche sera ouverte au public pour l'été 2022.

2. Intérêt régional du projet

Cette voie douce constitue un véritable atout pour **le développement économique et touristique** du territoire dû à sa proximité avec de grands sites historiques et touristiques (musée du Grand Pressigny, châteaux, patrimoine ferroviaire et industriel...)

Ce projet d'aménagement participe au **renforcement du maillage cyclotouristique** de la Région et au développement des déplacements doux sur le territoire

De plus, la voie verte correspond aux **ambitions régionales** en faveur de la mise en œuvre du schéma régional des véloroutes et des voies vertes qui visait d'aménager 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables à vocation touristique entre 2016 et 2021.

3. Coût du projet et plan de financement

Le coût initial projeté de 2,5 M € a été ajusté à la baisse au vu des résultats du marché des travaux et suite au choix de réduire la voie de 3m à 2,50 m.

La Région avait réservé 1 M € dans le CRST (soit 40 % de la dépense) et est sollicitée à hauteur de 760 000 € à ce stade pour ce premier tronçon aménagé et devrait être sollicitée pour une seconde tranche d'opération.

La Région est le 1^{er} financeur de cette tranche.

Pour information, nous sommes encore en attente du dépôt auprès de la Région du dossier de subvention.

Subventions attribuées :

- Région (CRST) : **760 000 € (40%)**
- Département (FDADDT) : **241 818 € : (13%)**
- Etat :
 - DSIL : **285 000 € (15%)**
 - Fonds Mobilité Actives : **151 799 € (8 %)**
- Autofinancement : **461 383 € (24%)**

Total : 1 900 000 € pour la tranche 1

Rita LOUKILI



POLYTECH[®]
TOURS

35 ALLÉE FERDINAND DE LESSEPS
37200 TOURS

Rita Loukili

2020-2021

Articulation des dispositifs nationaux et régionaux d'accompagnement des territoires et suivi des politiques régionales d'aménagement

Résumé : Au cours de mon stage au sein de l'Espace Région Centre Val de Loire 37, j'ai pu appréhender les différentes politiques d'aménagement régionales et leur mise en œuvre. D'une part, j'ai participé à l'élaboration de deux avis régionaux portant sur les **Schémas de Cohérence Territoriale**. Puis, j'étais chargé du suivi de la contractualisation régionale en matière d'aménagement avec les **Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale**. Enfin, pour assurer l'articulation des dispositifs régionaux et nationaux d'accompagnement des territoires, j'ai apporté mon aide sur les **Contrat de Relance et de Transition Ecologique** et le programme **Petites Villes de Demain**.

Mots Clés : Région, collectivités locales, développement territorial, contractualisation, territoire, politiques d'aménagement

Espace Région Centre-Val de Loire
3 place Général Leclerc – 37000 Tours

Tuteur entreprise :

Michaël Cortot
Chargé de mission développement
territorial

Tuteur académique :

Didier Boutet
Enseignant-chercheur
Polytech Tours